

Cahier PDF des Repères pour l'Avenir

<http://athois-la-terre.jimdo.com/>

N° 14 – Décembre 2008

Situation agricole et alimentaire mondiale et perspectives



Mille mercis aux penseurs et scientifiques qui nous ont donné l'autorisation de publier leurs propos tenus à la tribune des grandes conférences athoises *Repères pour l'Avenir*.

Comme rapporteur, j'assume l'entière responsabilité des possibles imperfections de retranscription, de toilettage et d'élagage de leurs propos que la mise en forme écrite demandait. L'essentiel des présentations des conférences et des bibliographies, ainsi que la plupart des sous-titres des rapports des exposés, sont également de ma responsabilité.

Walter De Kuysche

Situation agricole et alimentaire mondiale et perspectives

A. Présentation.....	3
B. Rapport de la conférence de Marcel Mazoyer du 1 ^{er} décembre 2008 ...	4
C. Débat avec le public	31
D. Bibliographie.....	43

Situation agricole et alimentaire mondiale et perspectives

A. Présentation

Agronome et économiste, Monsieur Marcel Mazoyer est professeur émérite à l'Institut National Agronomique Paris-Grignon (aujourd'hui AgroParis-Tech), où il a succédé au professeur René Dumont comme titulaire de la Chaire d'Agriculture Comparée et Développement Agricole, après avoir été Chef du Département d'Economie et Sociologie rurales de l'Institut National de Recherche Agronomique. Il a aussi présidé le Comité du Programme de la FAO (*Food and agriculture organization*, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture). Son ouvrage avec Laurence Roudart, *Histoire des agricultures du monde*, fait référence au niveau international.

Outre l'approche globale qu'il fait de la situation agricole et alimentaire mondiale, c'est sur le long terme que Monsieur Mazoyer raisonne quand il élabore des perspectives qui rompent avec les pratiques et les politiques contemporaines.

Avant son passage à Ath, en décembre 2008, le professeur Mazoyer terminait un séjour en Belgique, dans le cadre d'une Chaire Francqui interuniversitaire et internationale, à l'initiative de l'Ecole Interfacultaire des Bioingénieurs de l'ULB, de la Faculté d'Ingénierie Biologique, Agronomique et Environnementale de l'UCL et de la Faculté Universitaire des Sciences Agronomiques de Gembloux. Il venait également d'animer un travail de recherche appliquée sur le diagnostic de la situation de l'agriculture du Hainaut.



Sur les 6 milliards d'humains que nous sommes, la moitié vit dans la pauvreté et près de 1 milliard ont faim presque tous les jours ! Cette situation dramatique n'est pas en voie d'amélioration. Paradoxe : la majorité de ceux qui ont faim sont des paysans vivant à la campagne ou des ex-ruraux partis chercher à manger dans les bidonvilles nauséabonds des

périphéries urbaines. Voilà ce que rappelle le professeur Mazoyer, en préface à la réédition de sa somme *Histoire des agricultures du monde*.

Et d'expliquer magistralement que l'écart de productivité entre l'agriculture la moins performante et l'agriculture la plus performante est passé de 1 contre 10 dans l'entre-deux-guerres, à 1 contre 2.000 aujourd'hui !

Pour Monsieur Mazoyer, les produits agricoles et alimentaires ne sont pas des marchandises comme les autres : leur prix est celui de la vie et, en dessous d'un certain seuil, il est celui de la mort ! Et le professeur plaide par conséquent pour que l'on arrête la guerre des prix agricoles internationaux et que l'on rompe avec la libéralisation des échanges qui aligne les prix sur ceux du moins-disant des exportations d'excédents, qui appauvrissent et affament des centaines de millions de ruraux, qui gonflent le flot de l'exode rural, le chômage et la misère urbaine.

Allant résolument à l'encontre de la pensée économique et politique dominante, Marcel Mazoyer suggère de protéger par des droits de douane les grands marchés régionaux, aux pays à productivité agricole proche, contre toute importation d'excédents agricoles à bas prix. Chaque agriculteur doit en effet pouvoir vivre de son travail sans être affamé par la concurrence d'une agriculture plus développée que la sienne et qui se trouve à l'extrémité du monde !

La réputation d'orateur extrêmement intéressant avec une vision particulièrement éclairante du fonctionnement du système agricole mondial précède Monsieur Mazoyer.

C'est une chance que de l'écouter et de le lire pour nous aider à réfléchir à une question première pour l'avenir de l'humanité : celle de permettre à tous les humains de manger.

B. Rapport de la conférence de Marcel Mazoyer du 1^{er} décembre 2008

La situation agricole et alimentaire mondiale

Nourrir l'humanité au 21^e siècle, oui, mais comment faut-il faire pour y arriver puisqu'on n'y arrive pas aujourd'hui ?

La situation agricole et alimentaire est très insuffisante et très grave et il faut regarder pour quelles raisons nous sommes arrivés à cette situation aussi peu supportable. Il faut aussi mesurer la portée et les effets de cette situation agricole et alimentaire qui vont bien au-delà.

D'une part, nous vivons une crise agricole et alimentaire depuis des décennies et cela ne s'arrange pas. D'autre part, cette crise agricole et alimentaire est bien à l'origine de la crise économique dans laquelle nous

sommes et je prétends même qu'elle est à l'origine de la crise financière qui va faire beaucoup de dégâts dans les mois et les années qui viennent.

Nous écrivions déjà cela dans les années 1993-1994 et nous l'avons publié en 1997. Nous n'aurions pas écrit pareille chose si nous n'avions pas vu que les négociations du GATT¹, réservées jusque là aux questions financières et industrielles, afin d'approfondir progressivement le libre-échange entre tous les pays, étaient en train de toucher au secteur agricole qui jusque là faisait exception.

Jusqu'à l'Uruguay Round² dans les années 1980, on ne discutait pas d'instaurer ou d'élargir le libre-échange des produits agricoles et alimentaires au GATT. Et cependant, c'est ce qui a été fait avec l'Uruguay Round et c'est ce qui a été conclu par les accords dits « de Marrakech ». Parce que c'est notre métier que de travailler sur l'agriculture et sur les politiques agricoles, nous avons vu de suite que cela allait être très lourd de conséquences.

Je mets clairement en relation cette crise agricole et alimentaire, qui n'est pas d'aujourd'hui et qui est immense, avec ce qui va arriver, peut-être pour tout le monde, comme une espèce de punition d'avoir mis l'agriculture dans les négociations du GATT.

Causes et conséquences

Il est indispensable de bien connaître la situation, les proportions et dimensions de la crise agricole et alimentaire, de bien savoir comment elle s'est construite durant ces plus de cinquante dernières années, au cours du 20^e siècle et au début du 21^e. Car si l'on ne mesure pas bien l'étendue de cette crise et si l'on ne comprend pas bien pourquoi elle s'est produite, se développe et se perpétue, il n'y a strictement aucune raison pour que l'on trouve les bonnes recettes et les bons remèdes pour essayer que cela se passe mieux à l'avenir.

Perspectives

C'est la raison pour laquelle nous aurons une troisième partie dans laquelle nous essayerons de voir quelles sont les perspectives. Est-ce que vraiment les agricultures du monde peuvent nourrir toute l'humanité au 21^e siècle ? Y a-t-il assez de terres pour cela ? Les techniques durables permettent-elles de le faire ? Si oui et si ce n'est pas parce que la terre est trop petite et les hommes trop nombreux, si ce n'est pas parce que les techniques durables ne le permettent pas, c'est alors pour bien d'autres

¹ Le *General Agreement on Tariffs and Trade* (GATT), en français *Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce*, fut signé le 30 octobre 1947 par 23 pays, pour harmoniser les politiques douanières des parties signataires. Le traité entra en vigueur en janvier 1948. (Wikipédia).

² Le *cycle d'Uruguay*, plus connu sous le terme d'*Uruguay Round*, est le dernier et le plus important des cycles de négociations internationales ayant eu lieu dans le cadre de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce* (GATT), entre 1986 et 1994. Le cycle d'Uruguay a abouti aux accords de Marrakech (avril 1994) et a finalement donné naissance à l'*Organisation Mondiale du Commerce* (OMC) en 1995. (Wikipédia).

raisons qui sont des raisons politiques et économiques que l'on aura vu avant.

Si on peut nourrir l'humanité, à quelles conditions la chose sera-t-elle possible ? A condition de faire des politiques qui ne reproduisent pas indéfiniment les mêmes conséquences auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui.

Voilà mon intention.

1. La situation agricole et alimentaire mondiale

Une situation alimentaire très insuffisante

- 6,6 milliards d'êtres humains.
- 3 milliards de pauvres se privent de nourriture.
- 2 milliards souffrent de malnutrition.
- 862 millions ont faim une bonne partie de l'année.
- 9 millions en meurent chaque année.

La très grande majorité des pauvres, malnutris, sous-alimentés et victimes de la faim, sont des paysans.

Il faut savoir que dans les cinquante dernières années du 20^e siècle, la population mondiale a été multipliée par 2,4. Cela signifie qu'en cinquante ans elle a augmenté une fois et demi plus qu'elle n'avait augmenté auparavant depuis les origines de l'espèce humaine.

C'est une explosion démographique absolument incroyable qui s'est produite dans la deuxième moitié du 20^e siècle et tout le monde pensait que l'agriculture mondiale ne pourrait pas progresser à un rythme équivalent.

Depuis Malthus, tout le monde racontait que si la population augmentait de manière exponentielle, l'agriculture ne pourrait jamais suivre. Or, dans la deuxième moitié du 20^e siècle, la production de l'agriculture mondiale a été multipliée par 2,6. Elle a donc progressé un peu plus vite que la population : 8 % de plus. Ce n'est pas beaucoup mais cela signifie que la production mondiale a suivi l'accroissement démographique qui était incroyablement élevé et qu'elle a même progressé un peu plus afin de répondre à la demande de consommateurs de plus en plus aisés, en particulier dans les pays développés. Pourtant, cela a été très insuffisant et surtout cette progression agricole a été beaucoup trop inégale pour répondre aux besoins de toute l'humanité.

Aujourd'hui, on n'en est plus à 6 milliards comme en 2000, on en est à 6,6 peut-être même à 6,7 milliards d'êtres humains, dont 3 milliards disposent de moins de 2 euros par jour et on sait qu'à moins de 3 euros par jour, on se prive de nourriture. Trois milliards qui disposent de moins de 2 euros et qui se privent sérieusement de nourriture. Parmi ceux-là, certains s'en privent tellement qu'ils en sont malades.

Deux milliards sont malades, on dit qu'ils souffrent de malnutrition. Souffrir de malnutrition ne veut pas dire qu'on a trop mangé, mal mangé ou pas assez mangé, non, cela signifie être malade pour des raisons nutritionnelles. On peut l'être par excès mais ici il s'agit des maladies de malnutrition par insuffisance ou carence nutritionnelle. Carence nutritionnelle, en particulier par manque de fer : il y a 2 milliards de personnes sur la planète qui souffrent d'anémie. L'anémie n'est pas avoir les yeux un peu pâle, l'anémie est une invalidation : on en est incapable de travailler normalement. Parmi ces 2 milliards, 400 ou 500 millions souffrent d'insuffisance en iode. La carence en iode se traduit par des déficiences mentales très graves. Dans le temps on disait « les crétins des Alpes » parce qu'ils ne buaient que des eaux de glaciers dans lesquelles il n'y avait pas d'iode du tout. Ce sont donc de très graves maladies. Parmi ceux qui souffrent de carence en vitamine A, E, etc., pour certains cela va jusqu'à l'altération de la vue et même jusqu'à la cécité.

Malnutrition est un mot que tout le monde utilise sans toujours très bien savoir ce que c'est : ce sont des maladies dues à des insuffisances. Il y a des malnutritions par excès ou parce qu'on a une maladie intestinale qui fait qu'on assimile mal, mais ici il s'agit de maladies par carence nutritionnelle, c'est-à-dire qu'il manque dans l'alimentation ce qui permettrait de ne pas être malade. Cela représente un volume de nourriture important ; ce qui leur manque est énorme.

Huit cent soixante deux millions d'humains ont faim une bonne partie de l'année, ce qui signifie qu'ils ont une insuffisance nutritionnelle calorique. Ces 862 millions ne s'ajoutent pas aux 2 milliards, ils en font partie. Ils ont moins de 2.150 à 2.400 calories par jour, ce qui est indispensable pour garder son poids et avoir un minimum d'activité. Ils ne sont pas dans cette situation 365 jours par an, sinon cela ne durerait pas très longtemps, mais ils ont faim une bonne partie de l'année. C'est ce qu'on appelle la faim et en langage diplomatique, cela s'appelle la sous-alimentation chronique.

Deux milliards de gens ont des maladies dues à des carences alimentaires et 862 millions ont faim une bonne partie de l'année. Lors du premier Sommet de l'alimentation en 1996, qui avait décrété pour la première fois qu'on allait diminuer le nombre de gens qui avaient faim sur la planète (ensuite on a parlé en pourcentage, c'était plus facile), on était à 827 millions et nous sommes aujourd'hui à 862 millions, dernière statistique officielle de 2004.

Ce nombre augmente donc. Et il augmenterait beaucoup plus s'il n'y avait pas chaque année, et cela aussi ce sont des chiffres officiels des Nations unies, 9 millions qui meurent effectivement de faim chaque année, dont 6 millions d'enfants.

La très grande majorité de ces pauvres, malnutris, sous-alimentés, victimes de la faim, sont en réalité des paysans. A 80 % ce sont des ruraux dont la toute grosse majorité est constituée de paysans. Quant à ceux qui ne sont ni ruraux ni paysans, ce sont des fils et filles de paysans qui, aux

quatre coins du monde, ont quitté leur village pour aller dans les villes, qui ont émigré pour essayer de trouver du travail, mais qui n'en ont pas encore trouvé et qui sont chômeurs ou salariés à la petite semaine avec des salaires de l'ordre de ½ ou 2 dollars par jour.

La pauvreté et la faim sont massivement présentes dans les campagnes et quand on les retrouve hors des campagnes, dans les camps de réfugiés ou dans les bidonvilles où règnent le chômage et les bas salaires ; tous ceux qui sont déjà dans les villes sont des fils ou des filles de paysans, voire des familles entières de paysans chassés par la pauvreté des campagnes. La pauvreté est donc constituée dans les campagnes et elle augmenterait s'il n'y avait pas 9 millions de gens qui en meurent chaque année et elle augmenterait encore davantage s'il n'y avait pas un exode agricole qui les emmène dans les camps de réfugiés ou dans les bidonvilles.

La pauvreté est un phénomène structurel qui continue à se développer et à se résoudre par l'émigration ou par la mort. Et quand on dit que 9 millions meurent de faim chaque année, il y a beaucoup plus de pauvres qui meurent chaque année du fait de la pauvreté, car il y a aussi le manque d'eau potable, le manque de soin, etc. Les 9 millions ne sont donc que ceux qui meurent de faim.

Même si cela ne plaît pas du tout, je dis qu'alors que beaucoup de gens passent leur temps à prétendre que la situation s'améliore (ce qui n'est pas vrai), la surmortalité due à la pauvreté et à la faim est le seul facteur actuel effectif, important, significatif, de réduction de la pauvreté et de la faim. Il n'y a donc pas à se réjouir, si ce n'est pas par accession à un meilleur niveau de revenu et d'alimentation, si le nombre diminue ; si tant est que le nombre diminue, puisqu'il ne diminue pas.

Est-ce que la situation agricole mondiale vérifie ou confirme cette vision des choses ? Malheureusement, oui !

Une situation agricole beaucoup trop inégale

- 1,34 milliard d'actifs agricoles.
- 28 millions de tracteurs.
- 250 millions d'animaux de travail.
- 1 milliard de paysans travaillent uniquement avec des outils à main.
- 500 millions n'utilisent ni semences commerciales, ni engrais, ni pesticides.
- 200 à 300 millions ne disposent que d'une fraction d'hectare.

Il y a 6,6 milliards d'humains sur la terre, dont 2,7 milliards sont des paysans et leurs familles, dont les personnes âgées et les enfants. Parmi ces 2,7 milliards, il y en a environ la moitié qui sont actifs agricoles, pas forcément des actifs à plein temps. Cela montre qu'il y a à peu près deux bouches à nourrir par agriculteur à l'échelle du monde.

1,34 milliard d'actifs agricoles : voilà un point de repère important.

Pour 1,34 milliard d'actifs agricoles à travers le monde, l'on compte en tout et pour tout 28 millions de tracteurs, soit 2 % seulement du nombre des actifs. L'agriculture que nous connaissons, au milieu de laquelle nous vivons et qui s'est développée sous nos yeux au cours des quarante ou cinquante dernières années, constitue une situation archi-minoritaire à l'échelle de la planète.

L'agriculture de nos parents, grands-parents ou arrière-grands-parents, avec des chevaux, des vaches, des bœufs, mais aussi d'autres animaux (les lamas au Pérou, les dromadaires dans certaines régions, les ânes, les mulets, les chiens de traîneaux, les rennes...), tout cela ce sont des animaux de travail, il y en a 250 millions, c'est-à-dire 18,6 % du nombre des actifs agricoles.

Bien qu'il n'y ait pas de statistiques mondiales qui nous disent combien il y a d'agriculteurs qui travaillent uniquement avec des outils à main – houes, bêches, bâtons fousseurs, machettes, etc. – on peut considérer qu'il y a plus d'un milliard de paysans qui travaillent uniquement avec des outils manuels. Les trois quarts des paysans du monde travaillent donc uniquement avec des outils manuels. Ils ne cultivent par conséquent pas plus d'un hectare par actif.

J'ai fait entre 2.000 et 3.000 enquêtes aux quatre coins du monde pendant quarante ans et j'ai eu des étudiants qui en ont fait pendant 35 ans. Trente étudiants par an multipliés par 30 ou 50 enquêtes multipliées par 30 ans, cela fait 30.000 ou 40.000 enquêtes directes chez les paysans, en sachant exactement ce qu'ils ont comme outils, comme surface, comme rendement, etc. Ce n'est pas « je passe et je regarde le paysage » ; c'est « je passe et j'enquête trois ou quatre mois chez et avec les paysans ». Je dis bien avec eux, parce que si ce n'est pas avec eux, on ne sait rien de ce qui se passe. Un milliard de paysans qui travaillent uniquement avec des outils à main. Il est très, très difficile de cultiver, labourer, semer et récolter plus d'un hectare par actif et par an en culture manuelle.

Parmi le milliard qui travaille à la main, il y en a peut-être 500 millions qui utilisent des semences sélectionnées du commerce, des engrais, des pesticides ou des produits de traitement, mais il y en a aussi la moitié qui n'en utilise pas. Regardez les statistiques mondiales d'utilisation des engrais aux quatre coins du monde et vous verrez qu'il y a au moins la moitié des pays où c'est absolument insignifiant. Ils en sont à 10, 20 ou 30 unités de fertilisant par hectare. Autant dire : rien. Et ce ne sont pas les paysans qui les utilisent ; ce sont des entrepreneurs agricoles mais pas les paysans.

Il y a donc un bon demi-milliard de paysans qui travaillent à la main et qui n'utilisent ni semences du commerce, ni engrais, ni pesticide, parce qu'ils n'ont pas les moyens d'en acheter, pas plus qu'ils n'ont évidemment les moyens d'acheter des tracteurs ou des animaux. On s'aperçoit même souvent qu'ils avaient des animaux il y a dix ou vingt ans et qu'ils n'en ont plus parce que quand on est pauvre, on vend ce qui reste et on se retrouve sans animaux alors même qu'on en a eus.

Un hectare par travailleur et par an, multiplié par 10 quintaux, cela fait une tonne de céréales ou d'équivalent-céréale par travailleur et par an, au maximum. Quand je dis équivalent-céréale, cela veut dire que je mets toutes les céréales dans le même sac, elles ont à peu près la même valeur nutritionnelle.

Deuxièmement, je dis équivalent-céréale si ce sont des oléoprotéagineux, par exemple, des graines qui ont à peu près deux fois la valeur d'une graine de céréale, il s'agit dans ce cas d'un équivalent en valeur. On fait un rendement en colza ou en tournesol qui est de l'ordre de la moitié du rendement en céréale, les paysans savent cela, mais comme cela se vend à peu près le double, c'est un équivalent-céréale, cela donne plus de protéines que les céréales. Il y a aussi les racines et les tubercules qui donnent un rendement apparent beaucoup plus important que les céréales, mais il faut savoir qu'il y a 80 ou 90 % d'eau dans ces tubercules et racines et que donc c'est un équivalent-céréale, équivalent-matière sèche ou équivalent en calories d'une céréale. Je prends ces trois productions végétales parce que les racines, les tubercules, les céréales, les oléoprotéagineux, et on pourrait y ajouter le sucre qui constitue la base des grandes cultures, représentent les trois quarts de l'approvisionnement calorique végétal des hommes et des animaux domestiques.

Il y a un demi-milliard de paysans, c'est-à-dire un milliard de bouches à nourrir, qui ne produisent sûrement pas plus d'une tonne de céréales par travailleur et par an, céréales ou équivalent-céréale. Parmi ceux-ci il y a de deux à trois cents millions de ces paysans qui travaillent uniquement à la main, sans aucun moyen technique un tant soit peu performant, et qui ne disposent que d'un dixième, d'un quart ou d'un demi-hectare. Pourquoi ? Parce qu'ils sont dans d'anciens pays coloniaux – comme quasi tous les pays d'Amérique latine, l'Afrique du Sud, l'Afrique de l'Est, quelques régions de l'Inde et de l'Indonésie – dans lesquels ils ont été expropriés à l'époque coloniale ou à d'autres époques et où on n'a pas fait de réforme agraire, où on n'a pas fait de redistribution des terres. Qui sont donc, depuis cent, deux cents, voire trois cents ans, peu ou prou privés de terre. Voir, par exemple, les paysans sans terre brésiliens et quelques autres. Ces paysans se battent depuis cent, deux cents, voire trois cents ans, pour avoir accès à la terre, en se faisant régulièrement massacrer par les pistoleros des grands propriétaires ou quelques fois ceux du gouvernement qui viennent aider ces derniers.

Mais il n'y a pas que les anciens pays coloniaux, il y a aussi ceux des anciens pays communistes, d'Europe en particulier, où les paysans étaient expropriés par l'Etat dit socialiste ou communiste, l'Etat stalinien en tout cas. Il y a septante ans ou plus en Union soviétique, une cinquantaine d'années dans d'autres pays, où on a bien reprivatisé la terre depuis 1990 mais on ne l'a pas redistribuée aux paysans. Les paysans qui ont passé leur vie avec un quart d'hectare de jardin, n'ont ni les moyens de racheter de la terre, ni les moyens de s'équiper ou de s'agrandir. Ils sont donc restés paysans minifundistes, condamnés comme ceux d'Amérique latine à travailler au jour le jour dans les grands domaines quand ces derniers ont

recapitalisé d'une manière ou d'une autre, qu'ils soient d'Etat ou privés, pour des salaires de misère. Parce que quand on exproprie les paysans, on a d'emblée une réserve de force de travail, constituée à moitié ou aux trois quarts de chômeurs, qui est à la disposition de tous ceux qui cherchent de la main-d'œuvre prête à travailler pour presque rien. Quand dans un pays on a la majorité des paysans qui ont été expropriés, on est sûr qu'il y aura la misère par dessus le marché.

2. Causes et conséquences

Les causes de cette situation

- La révolution agricole du 20^e siècle et la révolution verte.
- La délocalisation de la révolution agricole dans les pays de grands domaines à bas salaires.
- La libéralisation des échanges agricoles internationaux.
- La crise des agricultures paysannes.

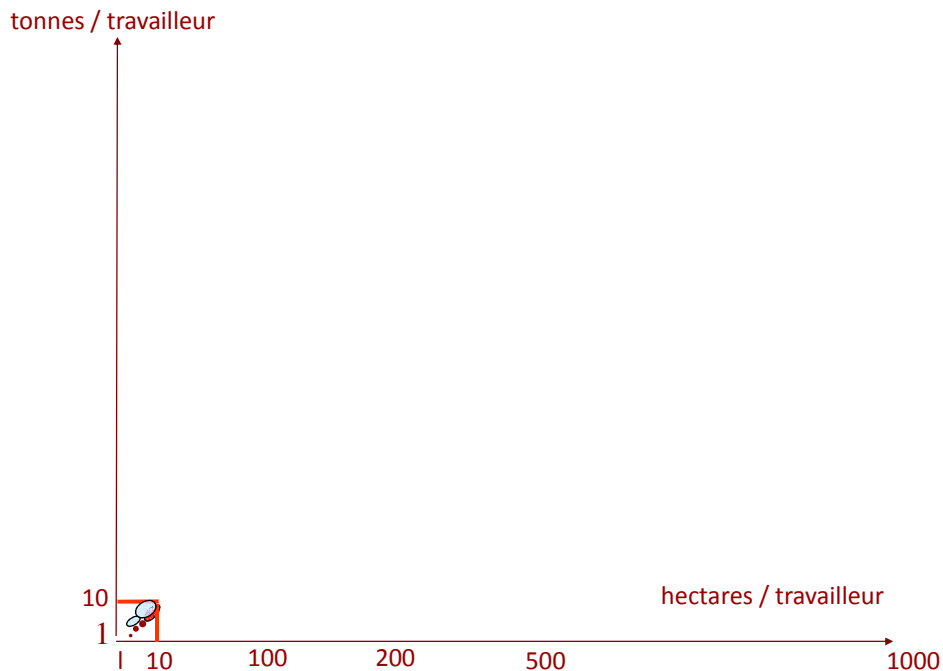
Faisons rapidement le point sur la situation agricole aux quatre coins du monde, il y a trois quarts de siècle, dans l'entre-deux-guerres ou au lendemain de la seconde guerre. Jetons également un coup d'œil à la révolution agricole du 20^e siècle telle qu'elle s'est passée dans les pays tempérés, les pays du Nord, d'agriculture familiale : les Etats-Unis et l'Europe occidentale. Jetons également un coup d'œil à la révolution verte telle qu'elle s'est passée dans les pays tropicaux cette fois, d'agriculture paysanne, en particulier dans les pays d'Asie du Sud, du Sud-Est et de l'Est.

Nous examinerons ensuite plus particulièrement ce qui se passe depuis 25 ans où l'on assiste à une véritable délocalisation de la révolution agricole et de la révolution verte. Délocalisation au même sens que l'industrie, c'est-à-dire que le même modèle agricole est développé dans les pays de grands domaines d'Amérique latine et aujourd'hui d'Ukraine et de Russie ; de grands domaines à bas salaires, ce qui change complètement les données du problème tel qu'il se présentait encore dans les années 1950-1970 et même début 1980.

Enfin, ceci s'étant passé dans les pays développés, dans les pays en développement et dans les pays de grands domaines à bas salaires, que donne la libéralisation des échanges agricoles internationaux qui s'instaure au bout de tout cela, à partir de 1994, avec les accords de Marrakech ?

Ce qui se passe fondamentalement, c'est que la crise des agricultures paysannes du Nord comme du Sud prend une ampleur sans précédent. Si l'on continue comme cela, la vraie bataille du 21^e siècle se déroulera entre l'agriculture capitaliste délocalisée dans les pays à bas salaires et les agricultures familiales du Nord et paysannes du Sud (si je peux me permettre de dire « familiales » dans un cas et « paysannes » dans l'autre ; pour moi c'est un peu la même chose bien qu'il soit vrai qu'elles soient dans des situations matérielles et sociales différentes).

La situation au début du 20^e siècle : un écart de productivité de 1 à 10

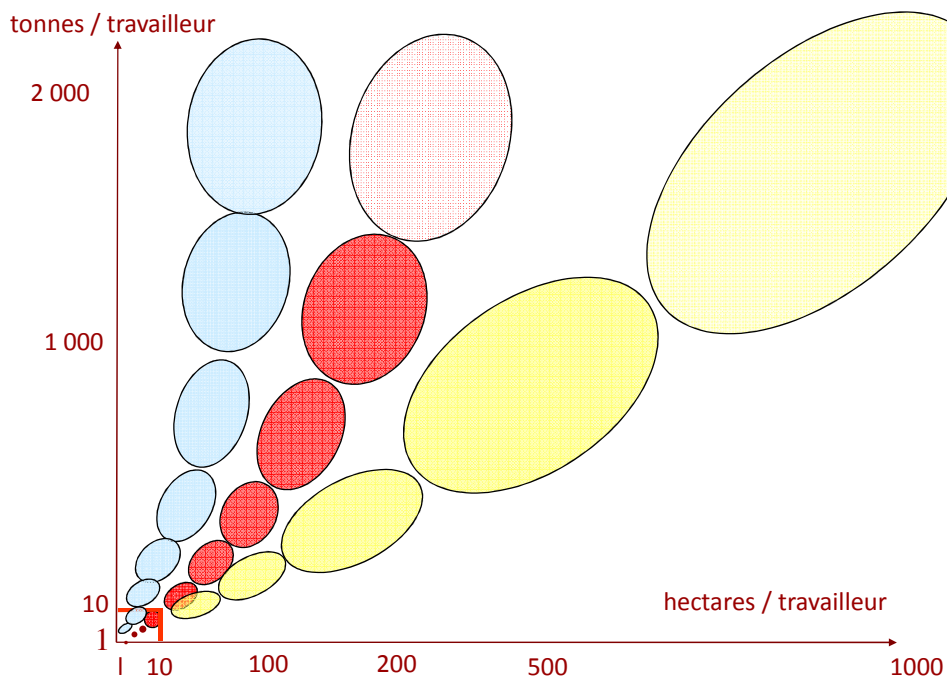
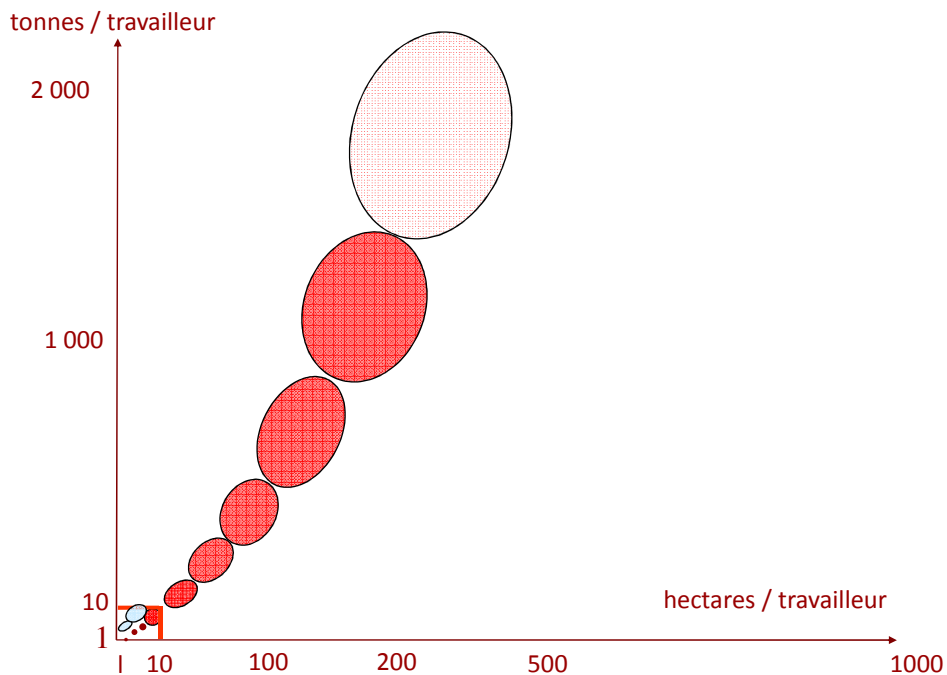


Au début du 20^e siècle, il y avait des agriculteurs dans tous nos villages. Je suis personnellement fils de paysan-artisan et j'ai donc vu dans mon village, quand j'étais enfant, des gens qui n'avaient pas d'attelage et qui travaillaient à la main sur moins d'un hectare. Le graphique ci-dessus indique en abscisse le nombre d'hectares par travailleur et en ordonnée le nombre de tonnes de céréales ou d'équivalent-céréale par travailleur.

Un hectare/une tonne : cela existait dans tous les villages d'Europe occidentale. Ceux qui possédaient des attelages légers et imparfaits, une paire de vaches ou deux mules et qui avaient des charrues, des charrettes à l'ancienne, essentiellement en bois, ferrées par le forgeron du village (le forgeron du village, c'était mon père et mon grand-père). Et puis ceux qui avaient déjà des brabant, des faucheuses et même des moissonneuses-tirées par des chevaux, c'était cela le mieux, et qui pouvaient, dans le Brabant ou dans le Hainaut, faire 10 hectares de grandes cultures, céréales principalement, et qui pouvaient faire une tonne à l'hectare, même une tonne et demi, voire deux tonnes. L'écart de productivité entre la culture manuelle la moins productive et la plus productive d'Europe occidentale en 1950, était d'une tonne contre dix à vingt tonnes au maximum (mais je ne suis pas sûr que beaucoup de gens faisaient vingt tonnes).

Mais à l'échelle du monde, on peut mettre toutes les agricultures du monde dans le petit carré du graphique ci-dessus : l'écart de productivité entre les moins productifs et les plus productifs était de l'ordre de un à dix (ou de un à vingt si vous voulez).

La révolution agricole du 20^e siècle : un écart de productivité de 1 à 2.000



A partir de 1950, les tracteurs sont arrivés. D'abord des tracteurs de 15 ou 20 chevaux. Tous les dix ans, la puissance des tracteurs a doublé. Aujourd'hui, on en est aux 200 chevaux ou davantage. Chaque fois que la puissance des tracteurs double, la surface cultivable par travailleur double également. Avec des tracteurs de 20 chevaux, vous pouvez difficilement faire plus de 20 hectares de grande culture. Avec des tracteurs d'une centaine de chevaux – c'est vrai en Picardie, en Beauce, dans le Brabant, en Hainaut... – vous pouvez difficilement cultiver plus que 100 hectares de

grande culture. Tous les agriculteurs le savent et tous les étudiants en agronomie devraient le savoir.

Quand j'ai commencé à enseigner à l'Agro en 1975, j'ai fait un scandale en disant que la course aux cents hectares par travailleur était lancée. Tout le monde m'est tombé dessus en me reprochant que je poussais à la course à la surface ; je ne poussais pas, c'est le système qui pousse me défendais-je. Cela pousse tout seul, ce n'est pas parce que je le dis que cela va se faire, mais c'est parce que cela va se faire que je le dis. Et quand j'ai eu fini d'enseigner, puisque je suis passé émérite, j'ai dit que la course aux 200 chevaux était lancée. Et aujourd'hui, si je voulais vous dire ce que je pense, c'est que c'est la course aux 400 hectares qui est lancée en Europe occidentale. En Amérique du Nord, il y a longtemps que c'est fait.

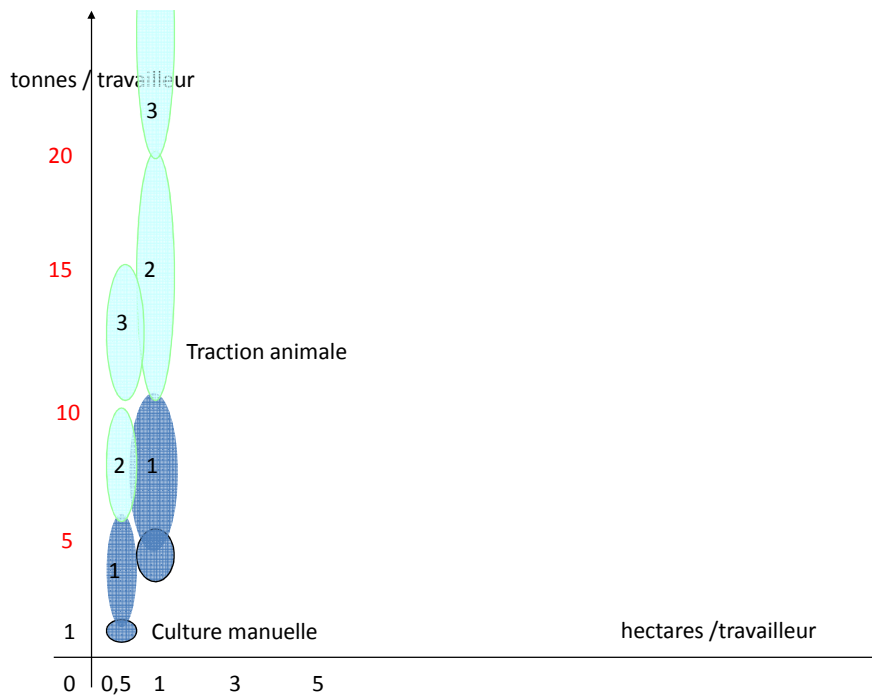
Par ailleurs, avec les semences sélectionnées, les engrais, les produits de traitement, etc., le rendement moyen en céréales ou équivalent-céréale par hectare augmente également régulièrement. D'une ou deux tonnes, on est passé aujourd'hui en moyenne en Belgique (je crois que c'est le pays qui a le plus grand rendement moyen à l'hectare) au-dessus de 10 tonnes par hectare. La moyenne mondiale est de l'ordre de deux tonnes l'hectare. La moyenne d'un pays comme l'Afghanistan, par exemple, est d'une demie-tonne, soit cinq quintaux à l'hectare, ce qui, vu les circonstances, est sans doute déjà énorme.

Mais c'est plus compliqué qu'on ne le dit, puisque si vous allez en Alabama ou au Saskatchewan, vous allez trouver des gens qui sont à 1.000 hectares par travailleur. Et si vous cherchez un peu plus loin, dans le Saskatchewan, vous allez trouver des Québécois en zone anglaise qui sont à 2.000 hectares de céréales par travailleur.

Heureusement, les Québécois du Saskatchewan ne font pas dix tonnes à l'hectare mais entre une à deux tonnes. Mais quand même : 2.000 hectares que multiplie 1 tonne, cela fait 2.000 tonnes, tandis que 2.000 hectares que multiplie 2 tonnes, cela fait 4.000 tonnes.

Aujourd'hui, 500 millions d'agriculteurs manuels (soit 1 milliard de bouches à nourrir) sont à moins d'une tonne ; ceux qui, grâce à un meilleur rendement et à un peu de traction animale, sont aux alentours de 10, 20, 30 tonnes. Il faut savoir qu'il n'y a qu'une petite poignée d'agriculteurs motorisés. Dans le Hainaut, il n'y a personne qui fait 2.000 tonnes ou alors un seul et cela m'étonnerait. De toute manière, au sommet, il n'y a qu'une poignée d'agriculteurs, de tractoristes, au maximum quelques millions à travers le monde. Sur les 28 millions de motorisés, la majorité ne se situe pas au sommet de la productivité ; la majorité des paysans du monde se situe vers le milieu et vers le bas, et la majorité de la majorité se trouve vers le bas.

La révolution verte en deux mots



Bien que, les gens n'ayant pas les moyens de se la payer, il n'y ait généralement pas eu de motorisation dans les deltas d'Asie, sauf parfois une petite motorisation et une traction animale, on y est cependant passé d'une tonne par travailleur à deux fois dix tonnes et quelques fois trois fois dix tonnes, puisqu'on est passé à deux ou trois récoltes par an. Et en traction animale ou avec un petit motoculteur, on peut faire un bon hectare que multiplie trois récoltes à dix tonnes. Bien que ceci ne constitue pas la majorité, il faut bien constater que là aussi il y a eu un formidable accroissement de rendement, du nombre de récoltes par an et donc de la productivité. Il faut cependant savoir que cela s'est fait dans des pays où il n'y a pas assez d'emplois, où il y a trop de chômage et trop de pauvreté rurale et que le revenu moyen de ces agriculteurs n'a pas grand chose à voir avec le revenu moyen des agriculteurs américains ou européens. Ce qui fait que le coût de production a beaucoup baissé.

La délocalisation de la révolution agricole dans les pays de grands domaines à bas salaires

- Un niveau d'équipement et de productivité égal à celui des agriculteurs familiaux les plus productifs du monde.
- Des salaires 25 fois moindres et des coûts de production moitié moindres que ceux des agriculteurs familiaux les plus compétitifs.
- Au total, en 50 ans : les coûts de production des producteurs les plus compétitifs du monde et, en conséquence, les prix internationaux ont été divisés par près de 10.

Il faut bien comprendre que les gens qui investissent sur la frontière amazonienne, en Argentine, sur la frontière forestière indonésienne ou demain en Afrique ou ailleurs, donc dans des pays à bas salaires, choisissent

d'emblée les variétés les plus productives ainsi que les protocoles techniques les plus performants qui ont été expérimentés pendant vingt, trente ou quarante ans par les paysans américains, européens ou d'Asie. C'est-à-dire que le modèle technique des deux révolutions agricoles dans les pays tempérés et dans les pays tropicaux y est bien au point. Les paysans des quatre coins du monde ont essayé les plâtres. On sait désormais bien y faire.

Deuxièmement, ils adoptent, non pas les tracteurs de 10, 20, 30 ou 40 chevaux, mais d'emblée les 250 ou 350 chevaux. Ils se trouvent donc immédiatement avec des surfaces par travailleur de 200 hectares, alors qu'ici vous avez un paysan sur 100 hectares. Ils utilisent donc d'emblée les équipements et les itinéraires techniques les plus performants. Ils ont un peu de mise au point à faire, parce que dans chaque région du monde il faut quand même ajuster le tir, mais ils ont immédiatement une productivité qui est supérieure ou égale aux agriculteurs familiaux du Nord ou du Sud, les mieux équipés et les plus performants. Ils choisissent aussi les meilleures terres ; puisqu'ils sont dans des pays de grands domaines, ils ne s'attaquent pas aux morceaux de terres marginales ou aux morceaux de forêts infertiles. Ils se paient d'ailleurs, si nécessaire, les agronomes les plus pointus pour ce faire. Ils auront donc tout de suite la productivité la plus élevée du monde ; bien plus élevée que la moyenne et que pratiquement tous les agriculteurs d'ici ou même d'Amérique du Nord.

Ils vont par contre avoir à payer des salaires 25 ou 30 fois moindres, c'est-à-dire entre 1 et 5 euros par jour de travail, en ne payant pas forcément les gens toute l'année. Ils ont d'ailleurs souvent des saisonniers. Ils vont donc avoir des coûts de production nettement inférieurs aux coûts de production américains ou européens.

En gros, quand un Européen peut produire des céréales au coût de production de 150 à 250 euros la tonne (150, ce sont les mieux placés ; 250, ce sont par exemple les Lorrains avec des mauvaises terres de moins de 100 hectares par actif) – sans parler de fermage et d'intérêt de coût de capital, mais juste des coûts d'intrants et de salaires – ou quand un agriculteur américain ou canadien peut produire au coût de 100 à 150 euros la tonne, ou encore quand un paysan d'Afrique produit au coût de 300 à 800 euros la tonne (si on veut bien qu'il gagne deux euros par jour), les coûts de production des agricultures délocalisées sont inférieurs aux agriculteurs les plus performants et très inférieurs aux agriculteurs mal ou sous-équipés.

Si bien que si la révolution agricole ici ou en Amérique, qui a accru la productivité dans des proportions considérables, puisqu'on est passé de 10 à 1.000 - s'est multipliée en gros par 100 en une cinquantaine d'années ! – le coût de production d'un producteur français, belge ou américain a aussi été divisé par 4 ou 5.

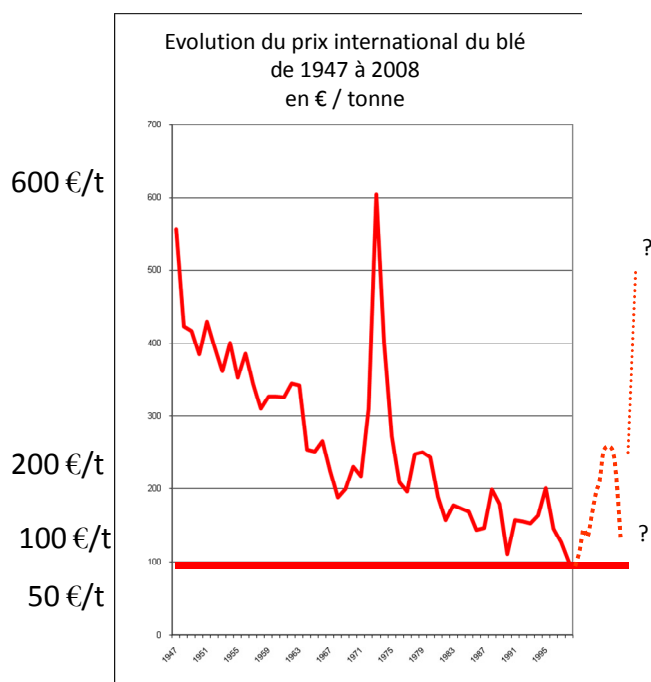
Si maintenant vous délocalisez, vous faites la même chose, voire en plus productif encore, dans des pays où les salaires sont 25 fois moindre, vous

divisez encore par 2 le coût de production. Si bien qu'en cinquante ans, le coût de production des agriculteurs les plus compétitifs du monde est passé des Américains en 1950 (qui avaient les premiers tracteurs) à ceux qui ont aujourd'hui les mêmes tracteurs que les Américains les mieux équipés mais dans des pays où les salaires sont 30 à 40 fois moindres.

Le prix qui a été divisé chez nous en gros par 5 en cinquante ans, a encore été divisé par 2 depuis l'entrée en piste de la délocalisation de la révolution agricole dans les pays de grands domaines à bas salaires.

Les capitaux pour la délocalisation venant des quatre coins du monde sont quasiment illimités. Les terres le sont quasiment aussi. Les meilleures machines et les meilleurs protocoles techniques sont disponibles ; les meilleures terres aussi. Tout cela divise par deux le coût de production les plus bas qu'on avait obtenu dans les pays développés, et donc cela divise aussi le prix international par dix. Divisé par 5, divisé par 2, cela fait au total divisé par 10.

Conséquences : baisse tendancielle et fluctuations des prix agricoles réels



Vous ne me croyez pas et il faut que je vous apporte des preuves ?

Les Américains exportaient à 600 euros constants la tonne en 1947, au lendemain de la guerre. Petit à petit, la révolution agricole, l'accroissement de la productivité, la baisse des coûts, ont fait qu'en 1970 ils pouvaient exporter à environ 200 euros la tonne, soit trois fois moins cher, tandis que nous nous protégeions en ayant au moins 100 euros la tonne de tarif douanier (nous n'avions pas nos frontières fermées, nous étions importateurs puisque nous étions largement déficitaires au lendemain de la guerre).

Nous étions donc protégés. Si bien que nos agriculteurs avaient un prix qui leur permettait, pour une partie d'entre eux, de continuer à exister, à investir et à progresser. C'était plutôt le coût de production moyen de nos agriculteurs qui était fixé par cette protection et par les décisions de Bruxelles. Mais quand vous fixez le prix du marché, le prix qu'on aligne à peu près sur le coût de production moyen, cela signifie qu'il y en a la moitié qui gagnent des sous et qui peuvent investir et s'agrandir, et qu'il y en a la moitié qui en perd, qui n'investit pas et qui va petit à petit cesser d'exister parce que victime de la baisse des prix.

On a vécu cela pendant quarante ans. Mais il y avait des pays qui ne se protégeaient pas. Si bien que les exportations américaines, qui allaient en quantité croissante et à prix décroissants (c'était le résultat de la révolution agricole), se répercutaient dans tous les pays qui ne se protégeaient pas ou pas assez, par un blocage des investissements des paysans, par le fait que la production reculait devant les importations. Au total, on arrive à un moment où le prix international, qui est le prix de l'exportateur le plus compétitif (soit les Etats-Unis, le Canada et l'Australie à cette époque), devient insupportable pour beaucoup d'agriculteurs, les empêchent tellement d'investir, que la production mondiale ne suit plus la demande solvable et la consommation.

Dans ces conditions, la population mondiale croissant alors de 2 % par an, la consommation par tête d'habitant augmentant dans les pays développés (on mangeait de plus en plus de poulet, de porc, de viande), il arrive un moment où la production ne suit plus la consommation, c'est-à-dire la demande solvable. On s'aperçoit, alors que les stocks qui s'établissaient couramment à 20 ou 25 % de la production mondiale, à la fin d'une saison et avant une nouvelle récolte, tombent à moins de 15 %. Quand les stocks tombent à moins de 15 %, ce qui était le cas en 1970-1971, les acheteurs au courant de la situation, les professionnels du marché, les quatre ou cinq grandes firmes du grain aux quatre coins du monde, plus les Russes qui étaient devenus importateurs à cette époque, se dépêchent d'acheter tout ce dont ils ont besoin pour l'année. Ils n'attendent pas car ils sont sûrs que les prix vont augmenter.

Comme ils achètent tous tout de suite ce dont ils ont besoin, les prix explosent et il y a immédiatement tout un tas de gens (qui gagnent moins de fric ailleurs, dans une autre spéculation, puisque le prix des céréales, du soja et du reste monte), qui se dépêchent d'en acheter aussi. Même s'ils n'en ont pas besoin, puisque ce ne sont pas des professionnels. Ils spéculent simplement sur la hausse, se disant qu'ils achètent maintenant et qu'ils revendront dans quinze jours ou dans deux mois en étant gagnants.

S'ils n'exagèrent pas, c'est bien ce qui va se passer : il va se produire, durant cinq ou six mois ou un an, des hausses de prix. Mais si jamais il y a un excès de capitaux, un retour de flamme de spéculation se produit, la précipitation spéculative va trop loin et très vite certains ont peur et se débarrassent de ce qu'ils ont acheté, faisant ainsi baisser les prix. Si bien que la spéculation peut faire exploser les prix mais elle peut aussi les faire

baisser très vite si elle dépasse les bornes et que les spéculateurs incompetents s'affolent, ce qui est fréquent.

En tout cas, on voit que les prix remontent en quelques mois en 1975 à 600 euros la tonne. Si bien que l'année dernière, quand les gens ont vu 200 ou 250 euros la tonne et que certains écrivaient qu'on n'avait jamais vu cela, c'est parce qu'ils n'ont jamais rien vu ! Cela fait 200 ans que l'on voit de pareils cycles. Depuis qu'il y a des colonies agricoles aux quatre coins du monde, à chaque fois ces colonies exportent vers l'Europe et ailleurs, et quand ils ont exporté vraiment de trop, les prix explosent. La vraie question est de savoir pourquoi cela dure 25 ans et pourquoi cela remonte presque au même prix qu'avant.

Cela dure presque 25 ans parce que quand les prix sont hauts, les gens investissent massivement dans les machines, dans les hangars, dans les chemins de fer pour faire avancer la frontière agricole, et qu'il faut 20 à 25 ans pour amortir les investissements. Quand ces amortissements sont réalisés, que le matériel est usé et que les prix sont devenus bas, plus personne n'investit et du coup il y a une quasi rupture de stock et les prix remontent.

Pourquoi remontent-ils à 600 euros la tonne ? Parce qu'ils remontent au prix auquel il faut aller chercher le grain chez les gens qui ne sont pas compétitifs, les moins compétitifs. Les moins compétitifs en 1975, c'est à peu près le niveau des exportateurs américains chez qui on a été chercher des exportations américaines 25 ou 30 ans plus tôt, en 1945-1947.

Ce qui se passe en 1975, c'est que c'est à ce moment qu'il y a la libéralisation des capitaux, que c'est à ce moment que commence la mondialisation et qu'il y a donc des capitaux illimités qui peuvent venir des quatre coins du monde pour gagner de l'argent dans les secteurs où l'on gagne de l'argent. Et le secteur où l'on gagnait manifestement le plus d'argent à cette époque, c'était le secteur agricole. C'est là que commence le boum du soja au Brésil, le boum du blé en Argentine, etc., et que des capitaux en tout genre, y compris des capitaux d'Etat d'ailleurs, vont pousser à l'investissement.

La première vague est réalisée par des agriculteurs. C'est toujours pareil : ce sont les agriculteurs qui vont essayer des plâtres. Mais ensuite, il va y avoir l'agrobusiness compétent tel que les gens de Cargill, de Monsanto et quelques autres, suivi de spéculateurs en tout genre qui vont avancer de l'argent dans la filière agricole, des gens comme Soros ou des fonds de placement divers.

Très vite on reconstitue les stocks, les prix retombent au niveau américain (c'était encore les Américains qui tenaient la clef de voûte du système), et puis on se rapproche très vite d'une division par deux du prix américain, on se rapproche des 100 euros la tonne, qui sont à peu près réalisés vers 1995-2000.

Et puis se produit en 2005-2006 une quasi rupture de stock. Le stock mondial de céréales est tombé en dessous de 15 %, les prix explosent et ils montent jusqu'à 250 euros la tonne.

La seule chose que je n'ai pas comprise, c'est pourquoi ce n'est pas monté à 600 et que la hausse est très vite retombée. Mais peut-être cela peut-il recommencer et monter à 600 euros la tonne.

Comment peut-on expliquer cela ? Si vous faites le coût de production (intrants, amortissement, coût de la force de travail) à 2 euros par jour et que vous prenez tous les types d'agricultures qu'il y a dans le monde, la culture manuelle produit une tonne par travailleur et par an et a un coût de production de l'ordre de 750/800 euros la tonne (ce n'est pas insensé : les Américains étaient à 600 euros la tonne en 1947, alors qu'ils avaient déjà des tracteurs). Avec 6 ou 7 tonnes de rendement, le coût tombe de moitié, vers les 350 euros la tonne. En traction animale, à 3 ou 4 tonnes par travailleur, cela donne à peu près 300 euros la tonne. Si on a 6 tonnes par hectare, on tombe à un peu plus de 100 euros la tonne. Ce qui veut dire qu'en culture à traction animale, avec de bonnes semences et des engrais, on peut se rapprocher du prix international. Et puis il y a le motorisé, mécanisé et chimisé qui, avec une tonne de rendement à l'hectare et une surface modeste a quand même un coût de production supérieur à 100 euros la tonne (même en ayant des salaires à 2 euros la tonne). Mais cela peut descendre : 1.000 tonnes de céréales avec des salaires à 2 euros par jour en Argentine, cela fait bel et bien un coût de production inférieur à 50 euros la tonne de céréales ou d'équivalent-céréale, c'est-à-dire un prix où aucun agriculteur américain ou européen ne peut compétitionner sauf s'il peut avoir de la main d'œuvre à 2 euros la tonne. Ce qui n'est pas le cas.

Le volume produit par la culture manuelle dans le monde, par la traction animale et par la culture motomécanisée qui, bien que minoritaire en nombre, produit quand même beaucoup, donne ainsi nos 2 milliards de tonnes de céréales. Le marché international, il faut le savoir, c'est moins de 15 % de la production et de la consommation mondiale. Le prix international sera donc l'intersection de la courbe d'offre des plus compétitifs (et les plus compétitifs sont ceux qui travaillent à 2 euros par jour) et cette courbe-ci (graphique à l'écran) et on s'aperçoit que c'est bel et bien 100 euros la tonne.

C'est à 2 euros par jour qu'on a, quels que soient la technique, le rendement ou le niveau d'équipement, le coût de production le plus bas. On ne peut pas mettre moins de 2 euros par jour, parce que 2 euros par jour, c'est 1 euro par bouche à nourrir. Il y a des travailleurs agricoles qui gagnent moins de 2 euros par jour mais ce n'est pas reproductible : on leur donne 1 euro et ils peuvent manger un ou huit jours mais ils ne peuvent pas revenir l'année suivante et ils ne peuvent pas nourrir des enfants. Deux euros par jour, constituent dans les pays en développement le salaire que je n'ose pas dire supportable, durable, mais le plus bas qui puisse exister.

Mais si vous imposez ce prix international aux agriculteurs africains qui ont des coûts de production de 850 ou 400 euros la tonne, vous abaissez petit à petit leur revenu du travail aux alentours d'un demi ou d'un quart d'euro par jour. C'est-à-dire que la situation devient impossible pour eux. Ils sont, ou partis en exode, ou morts. Leur imposer un prix de 100 euros la tonne, par le libre-échange, alors que leur coût de production est de 3, 4 ou 8 fois supérieur, c'est les condamner à mort et c'est bien ce qui se passe.

Ce n'est pas moi qui provoque le fait que les paysans d'Afrique ou d'Amérique latine meurent de faim. Ce qui provoque le fait qu'ils meurent de faim c'est qu'on leur impose des prix qui sont physiquement insupportables.

La variable d'ajustement du paysan sous-équipé dans les pays en développement, c'est la baisse des revenus jusqu'à la cessation d'activité par exode, par émigration ou par la mort due à la pauvreté.

Que se passe-t-il pour les agriculteurs européens qui ont des salaires de 50 euros par jour ? Ils ont un coût de production, même sans la rente foncière et sans l'intérêt du capital, qui est toujours supérieur à 100 euros la tonne. L'Américain le plus performant à 105 euros la tonne est encore au-dessus, et l'Européen le moins performant à 250 euros la tonne également. Si bien que leur revenu du travail tomberait pratiquement à rien s'il n'y avait pas les subventions qui viennent compenser la baisse des prix qui résultent de l'adoption, depuis les accords de Marrakech, d'un quasi libre-échange.

Autrement dit, l'alignement sur le prix international provoque chez tous les agriculteurs – paysans du Sud et agriculteurs familiaux du Nord – une baisse de revenu qui se traduit, ici par l'exode et par la faim, là par une baisse de revenu qui est de fait compensée par les subventions européennes et américaines. Je vous rappelle que les subventions s'appelaient au départ des aides compensatoires à la baisse des prix qui allaient résulter de l'adoption progressive du libre-échange.

Que se passe-t-il par contre dans les pays à bas salaires où la culture motorisée et chimisée a été délocalisée depuis les années '75 ? Le coût de production y est très inférieur au prix international. Il y a donc des rentes foncières énormes qui peuvent se développer, ce qui permet aux gens qui sont capables de faire les investissements les plus massifs de s'approprier progressivement toutes les terres libres, y compris celles des paysans. Cela leur permet aussi d'avoir des intérêts sur le capital investi qui sont de l'ordre de 20, 25, 30 %. Cela explique pourquoi les capitaux du monde entier se précipitent en Argentine, au Brésil, en Ukraine, en Indonésie et demain au Congo.

Vous avez là la mise en compétition, par le libre-échange agricole international, de toutes les agricultures du monde. Ceux qui y gagnent et qui se développent, ceux qui y perdent et qui se maintiennent grâce aux aides

publiques, et ceux qui y perdent et qui cessent d'exister en tant que paysans et qui deviennent chômeurs.

Il y a 43 % de paysans à l'échelle du monde, soit 2,7 milliards de personnes. C'est plus qu'il n'y avait de paysans en 1970-1980. On avait alors 60 ou 70 % de paysans mais sur un total mondial de population qui était beaucoup plus faible qu'aujourd'hui. A côté de ces 43 % de paysans, il y a dans les bidonvilles de 10 à 20 % de la population mondiale qui était agricole il y a 25 ou 30 ans et qui est aujourd'hui chômeuse ou salariée et qui gagne un demi ou un dollar par jour.

Dumping, protectionnisme et subventions agricoles

La machine à fabriquer la pauvreté n'a pas commencé avec l'Uruguay Round et les accords de Marrakech, elle a commencé avec les plans d'ajustements structurels que la Banque mondiale a imposés aux pays surendettés. Pour leur maintenir la tête hors de l'eau, prolonger leur dette, on leur a imposé des plans d'ajustements structurels par lesquels on les obligeait à instaurer le libre-échange agricole. C'est une catastrophe pour ces pays-là.

Voyant des concurrents beaucoup plus compétitifs qu'eux se développer dans les pays à bas salaires, les Etats-Unis s'en sont inquiétés en 1980-1985. Les Etats-Unis sont agro-exportateurs ; c'était la clef de voûte du système d'exportation des produits agricoles de base encore en 1980. Ils se sont demandés comment garder leurs parts de marchés sur le marché international et comment faire pour protéger leur marché intérieur.

Comment faisait l'Union européenne quand elle avait en face d'elle des exportateurs plus compétitifs, les Américains en l'occurrence ? Elle se protégeait par un tarif douanier. C'était la pression permanente des Américains pour qu'on baisse le tarif douanier, mais à l'époque l'Europe ne céda pas trop. Et puis il y a eu l'élargissement, l'entrée du Royaume-Uni et de quelques autres pays, et la ligne protectionniste agricole en Europe en a pris un coup avec les nouveaux venus.

Les Etats-Unis pouvaient-ils être simplement protecteurs pour protéger leur marché intérieur ? Ils le pouvaient, mais ils étaient les plus gros exportateurs du monde. S'ils se protègent simplement, ils perdent leur marché à l'exportation et l'agriculture américaine va reculer de 20 à 30 % au profit des nouvelles agricultures délocalisées. Ils inventent alors un système qui consiste à dire qu'ils vont apporter des aides à leurs agriculteurs qui complèteront leurs revenus, ce qui leur permettra de vendre, en Amérique et à l'extérieur, bien en dessous de leur coût de production, de l'ordre de 30 à 50 % de moins.

Et les Américains font adopter par l'Uruguay Round, par le GATT, que le dumping ne consiste pas à vendre en dessous de son coût de production grâce à des subventions, mais à vendre à l'extérieur moins cher que chez soi. Les subventions, cela vous permet, en un, de protéger votre marché

intérieur et, en deux, de garder des parts de marché à l'exportation. C'est donc un dumping sur ce que vous vendez à l'intérieur comme sur ce que vous vendez à l'extérieur. Mais la règle du GATT, de l'Uruguay Round et de l'OMC, est que ce n'est pas du dumping ! Ce que, bien entendu, les Brésiliens et les autres contestent.

Il est clair que l'Union européenne n'aurait jamais dû accepter le deal américain qui consistait à dire : à l'Uruguay Round, les Etats-Unis plus l'Union européenne soutiennent la thèse du libre-échange pour tout le monde, sauf pour eux, puisqu'eux se subventionnent. Les Etats-Unis et l'Union européenne sont devenus complices.

Il fallait protéger nos agriculteurs et, faute de les protéger, il fallait les subventionner, sinon on serait totalement tributaire aujourd'hui des importations. Mais les protections sont infiniment plus vertueuses que les subventions. Cela protège votre marché intérieur sans détruire le marché international par vos exportations. Tandis que si vous subventionnez et que, comme les Etats-Unis ou le Canada, vous avez beaucoup de terre et que vous pouvez du coup garder ou gagner des parts de marché à l'extérieur, vous êtes complice de ce libre-échange qu'on impose aux pauvres, sans le respecter soi-même. C'est une faute morale et politique qu'on va payer très cher à beaucoup de points de vue.

Les longues périodes d'excédents croissants à prix décroissants et leurs conséquences

- Pour les pays agricoles pauvres : blocage, appauvrissement, sous-alimentation, exode, chômage, bas salaires, émigration, dépendance alimentaire, déficits, surendettement, perte de souveraineté, ingouvernabilité, conflits et famines.
- Pour l'économie mondiale : insuffisance de pouvoir d'achat, excès d'épargne et de capital financier, spéculations, crises financières, krach généralisé.
- Au total : freinage des investissements et ralentissement de la production agricole, réduction des stocks et explosion des prix.

Longues périodes d'excédents croissants à prix décroissants, pendant lesquelles les pays agricoles pauvres voient leur agriculture bloquée et leurs paysans s'appauvrir, rentrer dans la sous-alimentation, l'exode, le chômage, les bas salaires, l'émigration et j'en passe.

Pour l'économie mondiale – et là je voudrais insister – vous fabriquez effectivement trois milliards de pauvres, dont les trois-quarts sont des paysans. Trois milliards de pauvres, cela veut dire quoi ? Trois milliards de gens dont le pouvoir d'achat est de l'ordre de 2 euros par jour ou beaucoup moins. Cela veut dire que vous avez la moitié de la population mondiale qui n'a pas de pouvoir d'achat et quand vous baissez les prix agricoles, vous faites baisser bien sûr les revenus des paysans, des chômeurs et des bas salaires des quatre coins du monde, mais vous accroissez d'une certaine manière l'épargne et les bénéfices que l'on peut en faire. Et à force de dégager de l'épargne pour les uns, qui est basée sur la pauvreté des autres, que créez-vous ? Vous créez une insuffisance globale de

pouvoir d'achat face à une capacité d'investissement financier très supérieure aux possibilités d'investissements productifs dans l'industrie, dans les services et dans l'agriculture.

Comment cet excédent de capital financier peut-il fonctionner ? En continuant la course aux bas salaires, bien sûr. Mais jusqu'à un certain point seulement. De toute façon, le capital financier est en excédent. Et quand le capital financier est en excédent (on sait cela depuis des dizaines d'années, cela a été analysé au moment de la crise des années '30 par un économiste anglais qui s'appelait Keynes), le capital financier spéculé et se rémunère quand même, gagnant de l'argent sans rien produire de plus, ni industriellement, ni agricole ment parlant.

Ce capital financier excédant fait des bulles financières successives et dès que l'on a dépassé les bornes sur un marché, les matières premières, la monnaie, l'immobilier, etc., on se précipite sur autre chose et on recommence. Mais tout cela finit par grever le pouvoir d'achat des gens, parce que si l'on rémunère le capital financier, il faut quand même bien que quelqu'un paie. On crée donc ainsi un immense déséquilibre entre l'excès de capital financier et l'insuffisance de demande solvable globale, qui se traduit par des spéculations qui vont d'éclatements en éclatements de bulles, des petites d'abord, de plus en plus importantes et coalescentes ensuite, pour en arriver inévitablement à une crise financière du genre de la crise des années '30 et à un krach généralisé.

On n'a aucun mérite à dire cela aujourd'hui et mon seul mérite est de l'avoir expliqué il y a quinze ans.

C'est inévitable : on ne peut pas faire fonctionner Ford et d'autres, qui étaient à l'origine des politiques rooseveltiennes qui disaient : « Si je ne paie pas mes ouvriers à un niveau suffisant pour qu'ils m'achètent mes bagnoles, je ne pourrai plus fabriquer de bagnoles ; j'ai déjà fabriqué des bagnoles pour les riches, si je n'en fais pas aussi pour mes ouvriers, il faudra que j'arrête là. » On appelle cela des politiques fordistes. Les politiques fordistes consistent à, un, essayer d'instaurer le plein emploi (et quand le privé n'investit pas assez, le public investit et crée des emplois), deux, à indexer les salaires sur les gains de productivité et, trois, à fixer les prix agricoles à un niveau qui permet aux agriculteurs d'avoir un revenu à parité avec celui des urbains. Voilà les trois axes de la politique qui a permis à l'Europe occidentale d'éviter les crises entre 1945 et 1980.

Les courtes périodes d'explosion des prix et leurs conséquences

- Les pays agricoles pauvres, devenus importateurs, et les pauvres devenus acheteurs nets de nourriture, ne peuvent plus s'approvisionner ; l'aide alimentaire se fait rare ; la révolte gronde dans tous les bidonvilles du monde.
- Les capitaux nomades se précipitent sur les terres libres les plus fertiles du monde, dans les pays à bas salaires, ce qui entraîne la reconstitution rapide des stocks et la formation d'une longue période d'excédents et de baisse des prix.

Les longues périodes d'excédents croissants finissent par freiner les investissements agricoles, ralentissant ainsi la production agricole qui du coup progresse moins vite que la demande solvable mondiale, d'où une réduction des stocks, à quoi succèdent nécessairement de courtes périodes d'explosion des prix pendant lesquelles les capitaux nomades se précipitent à nouveau sur tout ce qui bouge aux quatre coins du monde.

Peut-on nourrir l'humanité ?

1. Les besoins en 2050-2075 :

- Pour subvenir aux besoins présents de 6,6 milliards d'humains, il faut d'abord accroître la production de 33 %.
- Pour subvenir aux besoins de 9,5 milliards d'humains au 21^e siècle, il faudra encore l'accroître de 50 %.
- Au total, il faudra donc multiplier la production par 2 (1,33 x 1,5).
- Mais, pour subvenir de plus à des demandes solvables, mais moins légitimes, il faudrait peut-être la multiplier par 3, 4, 5...

Pourra-t-on nourrir toute l'humanité en 2050-2075 ?

Il faut d'abord savoir que la quantité de nourriture nécessaire pour mettre fin à la malnutrition, la quantité de nourriture dont auraient besoin les 2 milliards de malnutris pour ne plus être malnutris (il leur faudrait à peu près 2.900 calories diversifiées) représente pratiquement 33 % de la production et de la consommation mondiale. La sous-consommation, on peut appeler cela comme cela, est d'environ 30 % de ce qu'on produit et de ce qu'on consomme. Les besoins sont supérieurs à 33 % de la consommation réelle.

Au 21^e siècle, la population plafonnera aux alentours de 9,5 milliards ; ensuite, disent les démographes, elle diminuera. L'explosion démographique se ralentira et on entrera dans une transition démographique où, petit à petit, pays après pays, la population ne se renouvellera plus complètement, si bien qu'en 2100 nous serons moins que 9 milliards.

Pour faire face à 9,5 milliards d'humains au lieu de 6,6, il faut en gros accroître la production de 50 %. Au total, il faut multiplier 1,33 par 1,5, soit à peu près par 2.

S'il fallait nourrir tout le monde comme le sont les Américains, il faudrait non pas doubler mais tripler et s'il fallait en plus produire de l'agro-pétrole en grande quantité, il faudrait peut-être quadrupler ou quintupler. Ceci ne sont pas des prévisions mais une simple description des besoins s'il y a 9,5 milliards d'habitants et si on a pour intention de supprimer la malnutrition et la faim.

Le peut-on ?

2. *Les possibilités :*

- Déduction faite des forêts et des infrastructures nécessaires, les terres cultivées peuvent être multipliées par 1,7.
- Corrigées de leurs excès, les techniques connues permettent à peine :
 - . de maintenir la production par hectare dans la moitié du monde qui a le plus progressé ;
 - . de la doubler dans la moitié du monde qui a le moins progressé ;
 - . ce qui permet d'accroître la production moyenne mondiale à l'hectare de 25%.
- Soit au total une possibilité de multiplier la production par 2,12 (1,7 x 1,25).

Contrairement à ce que l'on dit, il y a encore à peu près autant de terres cultivables de bonne qualité (qualité équivalente aux terres cultivables déjà cultivées) que de terres déjà cultivées. On pourrait donc, en théorie, doubler la superficie cultivée. Mais faut-il le faire en défrichant l'Amazonie ou les forêts indonésiennes ? Nous disons que non et nous avons donc soustrait de ce doublement de la surface cultivée mondiale possible les forêts. Car comme nous n'avons pas l'expertise nous permettant d'affirmer qu'il s'agit de forêts qu'il faut ou non protéger à tout prix, nous les soustrayons toutes. (Ce n'est pas ce qui se passe dans la réalité mais c'est ce qu'on estime qu'il faudrait faire). Et on soustrait aussi les infrastructures nécessaires à 9,5 milliards d'habitants au lieu de 6. On trouve finalement ainsi que l'on ne peut pas doubler mais que l'on peut augmenter de 70 %, soit multiplier la surface par 1,7.

Avec quel rendement ?

Notre hypothèse, c'est que dans la moitié du monde où les rendements sont passés de 3 à 10 tonnes, si l'on veut corriger les techniques connues des excès aujourd'hui reconnus, il faudra faire un certain nombre de choix. Il ne s'agit pas d'idéologie, j'appelle excès ce qu'on utilise et qui ne sera pas durable. Les phosphates finiront pas s'épuiser ou être de plus en plus chers à extraire. L'azote ? Si l'énergie augmente, il faudra bien augmenter le prix des produits azotés et on en utilisera donc de moins en moins. Et puis, il faudra éviter de faire tout ce que l'on a fait par excès ces temps derniers : de polluer les nappes, de fabriquer des produits dont la qualité sanitaire est affectée par certains excès, etc. Quatre-vingts pour cent des pesticides utilisés il y a cinquante ou trente ans, sont interdits aujourd'hui. Pour des raisons de disponibilité de certaines ressources et d'interdiction progressive imposée à cause des pollutions et des effets sanitaires de certaines pratiques, on aura bien du mal à maintenir le niveau de rendement atteint dans la moitié du monde qui a le plus progressé, la moitié du monde où les rendements vont de 3 à 10 tonnes à l'hectare.

Mais dans l'autre moitié du monde où le rendement tourne entre 0,5 tonne (l'Afghanistan) à 2,5 ou 3 tonnes, on peut peut-être, en appliquant ces mêmes techniques connues, corrigées de leurs excès, doubler le rendement, passer de 1 à 1,5 tonne de moyenne à 2 ou 2,5 tonnes. On peut peut-être même faire mieux. Mais on s'aperçoit que si l'on double le rendement dans la moitié du monde qui a le moins progressé, et c'est mani-

festement là que l'on peut et qu'il faut le faire, cela nous donne une augmentation du rendement moyen qui n'est pas très élevée.

C'est peut-être un peu pessimiste, mais l'on aura du mal à maintenir les niveaux moyens de rendements atteints dans les pays de la révolution agricole et dans ceux de la révolution verte. L'on aura aussi du mal à doubler le rendement dans tous les pays qui n'ont pas bougé depuis cinquante ans.

C'est mon estimation : 1,7 de surface, 1,25 pour les rendements, cela fait 2,2. Cela veut dire que si aujourd'hui il y a peut-être de la place pour faire de l'agro-pétrole (si vous faites un hectare de colza pour faire marcher vos tracteurs, ce n'est pas vrai que vous affamez qui que ce soit ; il vaut mieux faire cela que de la jachère), à long terme on ne peut pas compter sur l'agriculture pour faire d'énormes quantités d'excédents au-delà des besoins alimentaires de l'humanité. Il faut donc bien tirer le meilleur parti des terres où il y a eu des progrès et qu'il faudra dans une certaine mesure corriger, et surtout des terres où il n'y a eu aucun progrès et où il faut absolument progresser. On aura besoin de toutes les agricultures du monde et de tous les paysans du monde.

3. Par quelles politiques peut-on à la fois réduire la pauvreté paysanne et urbaine et mobiliser les ressources naturelles et humaines nécessaires pour nourrir convenablement toute l'humanité ?

a. Politiques agricoles de sécurité alimentaire :

- Politiques de prix, protégés et stabilisés à des niveaux assez élevés, pour permettre à tous les paysans du monde de vivre dignement de leur travail, d'investir, de progresser, de se nourrir convenablement et de contribuer dans la mesure de leurs moyens à nourrir les villes.
- Politiques de structures, de recherche-développement et d'infrastructures, visant à mobiliser toutes les terres et toute la force de travail disponibles, à commencer par les plus pauvres, et d'en tirer le meilleur parti.

Si on veut à la fois réduire la pauvreté paysanne et urbaine et si on veut mobiliser toutes les ressources en terres et en techniques durables et toutes les ressources humaines pour nourrir convenablement toute l'humanité, il faut appliquer des politiques qui permettent de faire cela et non pas des politiques qui font le contraire.

Dans le temps, la première leçon de politique agricole était la politique des prix. Il fallait, disait-on – et on peut continuer à le dire – que les prix agricoles soient stabilisés et non pas soumis aux fluctuations catastrophiques qu'on a vues. Quand en France ou en Europe on avait des compétiteurs américains, canadiens, australiens, néozélandais, qui avaient des coûts de production bien inférieurs aux nôtres, on disait qu'il fallait protéger et stabiliser ses prix à des niveaux assez élevés que pour permettre à une partie de nos paysans (mais aujourd'hui, vu nos objectifs, à tous les paysans du monde) de vivre de leur travail et non pas de s'appauvrir et de

mourir de faim, de devoir quitter la terre et de devenir des chômeurs en ville (ce qui ne sert à personne). Qui leur permette non seulement de vivre dignement de leur travail mais également d'investir et de progresser, de manière à se nourrir convenablement et de contribuer dans la mesure de leurs moyens (cela dépend des régions et des outils qu'ils ont) à nourrir les villes. Sinon, il n'y a pas de solution au problème.

Si on ne mobilise pas tous les paysans, y compris ceux qui sont dans les régions les plus marginales, y compris ceux qui sont les plus sous-équipés, on ne résoudra pas le problème. Parce que personne ne les nourrira à leur place, puisqu'ils ne représentent pas une demande solvable. Aucune agriculture marchande, spéculative, ne nourrit ceux qui n'ont pas de demande solvable. Il faut donc bien qu'ils se nourrissent eux-mêmes.

Deuxièmement, il faut bien sûr des politiques de structures et ne pas laisser se développer gravement les inégalités dans nos agricultures. Il faut des politiques de recherche-développement et d'infrastructures qui visent à mobiliser toutes les terres et toute la force de travail disponibles, mais pas forcément comme on l'a fait pendant cinquante ans.

Les structures, la recherche-développement et les infrastructures doivent viser à mobiliser toutes les terres et la force de travail disponibles, à commencer par les régions et les exploitations les plus pauvres, parce que c'est là que cela ne se fait pas. Si on veut mobiliser toutes les ressources et toutes les forces de travail, il faut commencer par là. Ce n'est pas la peine de voler au secours de ce qui marche très bien tout seul. La recherche publique doit être au service de ceux qui en ont le plus besoin et qui en tireront le meilleur parti, et non pas au service de ceux qui n'en ont pas besoin pour fonctionner et qui vont déjà trois fois plus vite que les autres.

Mais ce n'est pas tout à fait suffisant.

b. Si nécessaire :

- Impôt foncier différentiel.
- Politiques alimentaires de transition.
- Réformes agraires civilisées.
- Grands marchés communs agricoles, regroupant des pays balkanisés ayant des productivités du même ordre de grandeur.
- Accords internationaux par produits entre pays exportateurs.

Si vous voulez que les Ardennes ne meurent pas de leur concurrence avec le Brabant ou le Hainaut, ce qu'il y aurait de plus rationnel en Belgique comme en France, c'est d'avoir un impôt foncier différentiel. Relativement élevé dans les régions hautement fertiles, nul dans les régions moyennement fertiles, voire un impôt négatif, c'est-à-dire une subvention foncière, pour les terres peu fertiles qui doivent être exploitées si on veut nourrir tout le monde. Si vous n'exploitez pas les terres un peu marginales dans tout le système, vous ne nourrirez pas tout le monde et vous n'aurez pas de moyen de faire ni agro-pétrole ni rien.

L'impôt foncier en France (j'ignore la situation belge) est très, très mal utilisé, c'est n'importe quoi. Ceci dit, on subventionne les régions de montagne, mais pourquoi ne pas le faire clairement, rationnellement, sur une base théorique claire et juste ? Naturellement, si vous dites aux Picards ou aux Beaucerons qu'on va leur faire payer 100 euros d'impôt foncier pour le redistribuer aux gens des Pyrénées-Orientales ou des Arvernes, il vont hurler. Mais il faut leur dire : attention, on va vous payer les céréales 200 ou 250 euros la tonne. Grâce à cela, vous pourrez payer 100 euros de différence et cette différence servira à soutenir les régions dont on a besoin mais qui sont plus difficiles à cultiver que les vôtres. C'est totalement logique, tout le monde comprend très bien cela et si l'on disait cela aux gens, même les Beaucerons seraient d'accord.

Quand vous êtes au Brésil, en Argentine ou en Ukraine, vous ne réglerez pas le problème des paysans pauvres et des chômeurs ruraux et urbains si vous ne redistribuez pas la terre aux paysans. C'est clair. Pourquoi je parle de réformes agraires « civilisées » ? Parce que si ce n'est pas civilisé, c'est la guerre civile ! C'est la guerre qui « civilise » le système. Cela fait 200 ans que l'on tue les paysans sans terre.

Les Nations unies, de 1945 à la mort de Kennedy en 1963, soutenaient les réformes agraires en Amérique latine et aux quatre coins du monde. Elles ont même imposé en '45 la réforme agraire en Allemagne de l'Ouest autant que de l'Est, en Italie et au Japon. Elles avaient même compris que le fascisme avait quelque chose à voir avec l'expropriation des paysans et le régime latifundiste. Elles étaient intelligentes en '45 ! Depuis, cela ne s'est pas arrangé, c'est le moins que l'on puisse dire.

Evidemment, si l'on ne soutient pas une politique de réforme agraire aux Nations unies, dans des pays comme le Brésil ou d'autres, les gouvernements seuls n'arrivent pas à faire ou à imposer la réforme agraire ; ils sont sous la coupe de leurs groupes de pression. Des réformes agraires civilisées donc. On n'est plus à l'époque de Zapata, de Lénine ou de Mao Tsé-toung. Tous, nous devons soutenir ces réformes agraires. Regardez ce qui se passe au Zimbabwe : voilà une réforme agraire non-civilisée, parce que non-soutenue, parce que réalisée par un démagogue local qui est à l'origine du problème.

Ensuite, si les pays sont balkanisés (c'est le cas de l'Europe de l'Ouest, de l'Afrique de l'Ouest et de beaucoup d'autres régions), il faut les regrouper entre pays ayant des productivités agricoles du même ordre de grandeur. Quand je pense qu'on a intégré les pays de l'Europe de l'Est avec ceux de l'Ouest, alors qu'il a y énormément de latifundisme dans les pays de l'Est, voilà une ânerie qu'on n'aurait jamais dû commettre.

Enfin, il va y avoir quand même un marché d'exportation. Parce que le but de tout cela est de relever de moins de 2 à plus de 3 euros, qui sont le minimum pour que les gens mangent à peu près à leur faim, le revenu des trois milliards de pauvres. En relevant d'abord celui des paysans, ils sont la majorité, freinant ainsi le chômage et l'exode, relevant un peu les salai-

res de misère aux quatre coins du monde. Si l'on ne fait pas cela, croyez-vous que la production chez nous et dans les pays en développement va si facilement suivre une demande qui va s'accroître de 20 ou 30 % en dix ou vingt ans ? C'est la demande solvable des pauvres qui va faire marcher le système. Ils travailleront pour eux mais ils vont aussi, dans les villes, être demandeurs.

Qu'est-ce qui bloque l'agriculture mondiale ? Le fait qu'il y a trois milliards de gens qui n'ont pas les moyens de manger ce qu'ils devraient. C'est bien en liquidant en même temps et la pauvreté et la faim et le pouvoir d'achat insuffisant des paysans que l'on peut régler le problème.

Il est possible qu'il y ait une demande dans certains pays qui excède pendant un temps important les possibilités du pays. Ces pays doivent quand même se protéger. Pour les exportateurs dont on aura besoin – et il en faudra peut-être plus qu'il n'y en a aujourd'hui, même si ce ne seront pas forcément les mêmes qu'aujourd'hui, ni qui travaillent de la même manière – il y aura des importateurs. Il se peut que ce soit difficile, mais les exportateurs et les importateurs ont-ils intérêt à se soumettre à un système de prix qui fait le yo-yo tous les vingt ou vingt-cinq ans ? Ce n'est pas dans l'intérêt des exportateurs ni dans celui des importateurs. Il faut d'abord viser l'auto-provisionnement maximum de tout le monde, mais il y aura un marché international. Et ce marché international, il faut le réguler. Il ne faut simplement pas le réguler sur le dos et au détriment des pauvres et des importateurs.

Actuellement, les exportateurs compétitifs ne veulent pas d'une régulation. Ils veulent continuer à gagner des sous en ruinant les autres. Quand ils seront confrontés à des politiques nationales ou régionales qui permettront aux autres agriculteurs du monde de vivre de leur travail, les exportateurs resteront ce qu'ils sont mais on les aura plus ou moins empêchés de nuire. Il faudra respecter leurs productions et leurs capacités d'exportation, et pour cela, ils auront besoin d'accord internationaux. Actuellement, ils les sabotent, pour mieux instaurer le libre-échange, mais ils en auront besoin. Cela peut marcher, mais à condition que par ailleurs on ne mène pas une politique généralisée de libre-échange. Evidemment que les accords internationaux ne tiennent pas quand le vent du libre-échange balaye tout sur son passage.

Conclusion

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">- Droit à l'alimentation.- Souveraineté agricole et alimentaire.- Exception agricole et alimentaire. |
|--|

Si l'on veut que le droit à l'alimentation soit un droit réel, presque opposable aux gouvernements, cela suppose qu'il soit fait obligation à ces gouvernements de mener des politiques agricoles et alimentaires qui visent la sécurité alimentaire de leurs ressortissants.

Le droit à l'alimentation est pour chaque pays, pour chaque gouvernement, un devoir de mener une politique agricole et alimentaire souveraine, qui n'est pas soumise aux négociations du GATT ou aux influences de la Banque mondiale. Chaque pays et chaque gouvernement se trouve dans l'obligation d'appliquer des politiques de sécurité alimentaire, et pour cela il faut qu'ils aient évidemment le droit de le faire. La souveraineté alimentaire n'est que le complément indispensable du droit à l'alimentation.

Mais la souveraineté alimentaire ne sera garantie que si on en revient à considérer justement que les gouvernements ont le droit de mener des politiques de sécurité alimentaire chez eux. C'est-à-dire qu'on en revient à l'exception agricole et alimentaire dans les négociations internationales.

Ces trois concepts, que l'on peut traiter dans le désordre, se tiennent. Les gouvernements ont l'obligation d'assurer la sécurité alimentaire de leurs ressortissants. Ils ne peuvent pas le faire par le libre-échange. Il faut donc qu'ils puissent faire des politiques agricoles, en particulier de prix appropriés, et pour qu'ils aient le droit de le faire, il faut arrêter de les soumettre à des négociations qui sont en fait à la solde des exportateurs qui n'en ont rien à faire de la souveraineté alimentaire des importateurs.

C. Débat avec le public

Question. – Si les informations sont exactes, 70 % de l'eau pure va à l'agriculture. Est-ce que l'eau pourra suivre les besoins que vous avez décrits ?

Les terres cultivées aujourd'hui représentent 1 milliard 500 millions d'hectares. Il y a à peu près un hectare par actif agricole. C'était 1 milliard 350 millions d'hectares en 1950, ce qui veut dire que l'accroissement des superficies cultivées par rapport à la multiplication par 2,6 de la production, est faible.

La production mondiale a été multipliée par 2,6. Soit une augmentation de 77 % des rendements, un accroissement des superficies de 13 % (c'est donc peu de chose), et à peu près 10 % d'intensité culturale, c'est-à-dire le nombre de récoltes qu'on fait par an sur un hectare soumis à la culture. Il y a des endroits où l'on avait des rotations d'un an de culture sur 20 ans de jachère en tous genres ; on est passé à un an sur dix. Et puis, il y a des endroits où on avait la jachère une année sur deux et on est passé à deux cultures par an. Il y avait encore des endroits où l'on faisait une culture par an et on en fait aujourd'hui deux ou trois.

10 % sont donc dû au raccourcissement des rotations des jachères, 13 % à l'accroissement de superficies cultivées dans le monde et 77 % à l'accroissement moyen de rendement.

Quand on dit qu'il y a autant de terres cultivables que de terres déjà cultivées, ce sont des terres qui sont assez arrosées, assez plates (ce qui est

peut-être abusif d'ailleurs, parce qu'en culture manuelle on peut cultiver ailleurs que sur du plat), assez profondes et assez riches que pour être cultivées.

C'est l'eau du ciel qui arrose les cultures qu'on y envisage. Il n'est pas question d'irrigation quand on dit qu'on peut multiplier la superficie par 1,7. Il n'y a pas besoin d'irrigation. Vous mettez ce que vous voulez, que ce soit du béton, de l'agriculture ou de la friche, cela consomme la même quantité d'eau.

L'agriculture consomme peut-être beaucoup d'eau mais il faut à chaque fois se poser la question : que deviendrait cette eau si on enlevait l'agriculture ? Neuf fois sur dix, rien de plus et rien de moins. La culture pluviale ne consomme pas plus d'eau que la non-culture pluviale.

Combien de terres irriguées y a-t-il à la surface de la planète ? Sur les 1 milliard 500 millions d'hectares cultivés aujourd'hui, il y a à peu près 230 millions d'hectares d'agriculture hydraulique, c'est-à-dire où on manipule l'eau. Ce qu'il faut savoir, c'est que agriculture hydraulique ne veut pas dire agriculture irriguée, cela c'est une illusion européenne et méditerranéenne. Mais dans les deltas d'Asie, dans la moitié des régions rizicoles, manipuler l'eau cela ne veut pas dire irriguer, cela veut dire se débarrasser de l'excès d'eau. Vous faites un casier rizicole quelconque sur une terre quelconque, où il tombe annuellement 5.000 millimètres d'eau, vous n'allez pas loger 5 mètres d'eau par an dans votre casier. Votre vrai problème sera d'évacuer et de ne garder dans votre casier que 40 cm.

Qu'est-ce que cela veut dire consommer de l'eau ? Dans les zones où il y a excès d'eau, l'agriculture ne consomme pas plus d'eau que s'il n'y avait pas d'agriculture.

Les gens confondent tout : ils confondent une agriculture drainée, évacuatrice d'eau en excès, avec une agriculture irriguée. Quand les gens sont à ce degré d'ignorance de ce qui se passe, je ne sais même pas s'il faut discuter : on perd son temps, il faut retourner à l'école. Et puis même, bien que je sois prof, je n'ai pas appris cela à l'école, j'ai appris cela en regardant et en allant voir les gens.

Certaines terres sont irriguées, c'est vrai. Cela veut dire 120, peut-être 130 millions d'hectares sur 1,5 milliard.

Où y a-t-il des problèmes d'eau ? Là où il n'y a pas assez d'eau pour irriguer ou pas assez d'eau et pour irriguer et pour aller à la pêche en aval des barrages, assez d'eau pour irriguer ou pour alimenter une industrie qui s'est développée là aussi, pas assez d'eau si on a des villes de 1, 10 ou 50 millions d'habitants comme cela est en train de se produire. Chaque fois que l'on a une ville de plus de 3 ou 4 millions d'habitants, il n'y tombe généralement pas assez d'eau. Du temps des Romains, il y a 2.500 ans, c'était déjà comme cela. Il fallait qu'ils aillent chercher l'eau dans les Apennins. Même pour une ville comme Arles, on allait chercher l'eau dans

le Massif central. Il y a donc des besoins ponctuels d'eau urbaine et industrielle qui entrent en conflit avec l'irrigation agricole ou vice-versa. Mais il faudrait d'abord arrêter de mettre dans les villes la moitié de la population humaine pour laquelle il n'y a ni suffisamment d'eau ni suffisamment de travail d'ailleurs.

Toute l'intox que l'on fait sur cette question de l'agriculture et de l'eau est extrêmement ponctuelle. Nonante pour cent de l'agriculture mondiale est pluviale. Vous arrêtez de cultiver ? Le béton consommera la même quantité d'eau que l'agriculture, et la friche aussi.

Mais il y a quand même 120 millions d'hectares dans le monde où il y a de vrais problèmes. Et je comprends que cela inquiète certaines villes. Les Beaucerons dont je vous parle, mes têtes de Turcs préférées, sont également pêcheurs et se disent que s'ils continuent à irriguer leur maïs ils ne pourront plus aller à la pêche. Ou ce sont leurs voisins qui rouspètent. Cela se négocie, il y a des syndicats de l'eau, mais il ne faut pas essayer de faire croire que c'est à cause du manque d'eau qu'il y a trois milliards de gens qui sont pauvres et qui ne mangent pas à leur faim. Cela n'a aucun sens, mais c'est à la mode d'attaquer la nature et les agriculteurs. Alors, allons-y, mais cela ne tient pas debout.

Q. – Monsieur le professeur, je me demande si vos prévisions ne sont pas trop optimistes alors que l'on parle du pic du pétrole et de l'épuisement du phosphate. Ne serait-il pas grand temps de modifier nos méthodes culturelles et d'en revenir à des méthodes beaucoup plus sages que celles que l'on pratique actuellement, du moins chez nous dans le monde occidental ?

Pour les phosphates, vous cliquez sur « Phosphate » et vous aurez l'étude faite par les meilleurs experts qui existent sans doute et qui a été financée par la FAO. J'étais persuadé et ai même écrit cela il y a quinze ans, qu'il y aurait bientôt des limites au phosphate. En réalité, on s'aperçoit que la consommation de phosphate dans le monde a à peu près plafonné vers 1994 (c'est peut-être à cause des accords de Marrakech, d'ailleurs). C'est-à-dire que dans le Hainaut et dans le Brabant, comme chez nous, on a pratiquement cessé de mettre des phosphates et de la potasse, et curieusement, les rendements n'ont même pas baissés. On a d'abord dit qu'on épuisait les réserves mais maintenant que les réserves sont épuisées, les rendements ne baissent toujours pas.

J'ai regardé combien il y avait de disponibilité. Au rythme actuel de consommation, les disponibilités en phosphate accessible sont de l'ordre de 200 ans, alors que j'avais lu à l'époque du Club de Rome, dans les années 1970-1980, qu'il en restait pour 30 ou 50 ans.

On peut très bien se passer de phosphate dans la plupart des régions du monde, parce que les sols contiennent des phosphates. La vraie question est de les solubiliser. Vous savez, il y a des azotobactères qui fixent l'azote de l'air pour en faire des nitrates, mais il n'y aurait jamais eu de sol cultivable sur la planète s'il n'y avait pas eu des phosphobactères qui dissolvent les phosphates.

Dans cette même étude, la FAO indique que les micro-organismes dissolvent bel et bien les phosphates. Toute une famille de phospho-bacters (je les appelle comme cela par similitude avec les azotobacters, bien que ce ne soit pas du tout orthodoxe), toute une famille de bactéries et autres micro-organismes dissolvent les sulfates ; et ils le font d'autant plus que l'on arrête de mettre de fortes doses de chaux, d'ammonitrate et de pesticide dans les sols.

Je connais des gens qui ont sélectionné des souches de micro-organismes en tout genre et qui développent des méthodes de fertilisation par les micro-organismes, en supprimant pratiquement complètement phosphate et potasse. En réduisant de moitié les engrais azotés, ils n'ont pas de baisse de rendement, ils ont même une certaine amélioration des rendements.

Il ne faut pas croire que l'agronomie de 2009 c'est l'agronomie du temps où j'étais élève à l'Agro où l'on m'avait appris qu'un sol c'était du polystyrène sur lequel il suffisait de tout apporter, comme on fait pour l'hydroponique.

Aux quatre coins de la Belgique et de la France, des paysans font tous les jours des économies d'intrants et reviennent à des rotations qui incluent les fourrages ou les légumineuses avec céréales. Tous les jours, ils font des mélanges de céréales et de légumineuses. Tous les jours, ils font des mélanges variétaux et tous les jours ils essaient d'éviter de détruire la vie du sol et la vie des micro-organismes. Il y a donc une espèce d'agriculture qui se corrige de ses excès, soit par obligation, soit parce que les agriculteurs progressent ou parce que les agronomes progressent aussi peut-être (s'ils passent deux ans sans aller sur le terrain, ils sont dépassés par les agriculteurs).

Il existe donc une agriculture économe en intrants et plus respectueuse de l'environnement, qui se développe. Il y a aussi des agri-biologistes qui ne sont pas nécessairement restés les deux pieds dans le même sabot au cours des cinquante dernières années.

Aujourd'hui, un agriculteur bio ne fait pas une tonne de céréales à l'hectare ; il en fait quatre ou cinq ! Et quand on voit ses coûts, il utilise beaucoup moins d'intrants et n'est donc pas forcément perdant.

Autrement dit, je pense que la correction de ce qui n'est pas durable (parce qu'il n'y aura peut-être plus de phosphate dans cent ou deux cents ans, parce que le pétrole coûte de plus en plus cher) est en train de se produire. C'est la raison pour laquelle je ne pense pas – mais je peux me tromper aussi – que l'on pourra enregistrer de vrais accroissements de rendements, compte tenu de toutes ces corrections, dans les pays où l'agriculture a le plus progressé par les méthodes conventionnelles au cours des cinquante dernières années.

Quand je discute de cela avec d'autres agronomes et avec les paysans, ils pensent généralement qu'ils sont capables de maintenir les rendements, peut-être pas en Belgique, parce que dix tonnes, c'est peut-être un peu de trop ; vous finirez peut-être à huit, mais si vous finissiez à huit dans cinquante ans, ce serait quand même extraordinaire.

Ce que je pense de l'agri bio et de l'agri conventionnelle, c'est que dans septante ans, il n'y aura pas de différence entre ces deux agricultures ou alors elle sera très mince. On peut encore progresser dans les deux catégories. Dans le bio, on peut progresser, on a beaucoup progressé ; et dans le non-bio, on progresse tout en devenant de plus en plus économe en intrants. Cela veut aussi dire que le non-bio en revient à des rotations un peu plus savantes que ces dernières années, à des pratiques culturales moins destructrices pour la vie du sol, etc. Sans faire de l'agronomie futuriste, il suffit de suivre ce qui se passe pour voir que cela va dans ce sens.

Certains disent que je suis trop optimiste et voudraient que j'intègre dans le possible des techniques qui ne sont même pas connues, pas vérifiées, pas autorisées. Comment voulez-vous que j'intègre le résultat de techniques à venir, inconnues aujourd'hui ? Les techniques connues aujourd'hui, corrigées de leurs excès, là je sais de ce dont on parle, mais je ne vais pas faire de prévision avec des techniques inconnues. De toute façon, je ne fais pas de prévisions, mais l'évaluation des possibilités de la planète.

Cela n'empêche pas que la planète soit limitée et non infinie et que malgré mes évaluations raisonnables (si la planète n'est pas surpeuplée et que ce n'est pas la raison de la pauvreté et de la faim aujourd'hui), il va falloir l'exploiter d'une manière durable. Si on veut le faire dans cinquante ans, il faut commencer maintenant, sinon on ne saura plus le faire.

Q. – Il y a les grands enjeux dont vous parlez et les grandes décisions qui se prennent à l'OMC ou ailleurs. Vous parlez de la souveraineté alimentaire et de l'exception agricole. Les grandes décisions sur les grands enjeux se prennent dans des endroits bien précis. Le discours économique, logique et fascinant que vous tenez ne répond peut-être pas aux lobbies les plus puissants ? Peut-être votre discours est-il repris dans d'autres organisations internationales (qui ne sont pas l'OMC) ? Quel est le rapport de force ? Quels sont les gens qui suivent votre discours ? L'entend-on, par exemple, dans des organisations comme la FAO ? Où peut-on avoir un retour de votre discours dans la pratique ? Je sais qu'à l'Union européenne ou même en Belgique, il est exclu de pouvoir négocier sur une telle base. La Belgique vit d'exportations et d'importations, et ce sera peut-être le dernier pays qui parlera de nouvelles barrières aux frontières.

Premièrement, je ne parle pas de barrières aux frontières. Je vous ai même dit que pour le commerce international des produits agricoles et alimentaires, si on veut nourrir convenablement tout le monde partout (ce qui veut dire une augmentation de consommation de 30 % pour les 3 milliards d'humains qui ne mangent pas ce qu'ils devraient ; or, il est clair que cela

ne va pas se produire partout à suffisance), il y aura un commerce international. Je ne parle donc pas de barrière internationale, je parle de tarif douanier et si l'on met un tarif douanier, c'est bien que l'on fait des échanges.

Ces tarifs douaniers variables (ce qu'interdit aujourd'hui l'OMC), permettraient, quel que soit le prix international, d'avoir un tarif à l'entrée (ce qui n'est pas la même chose qu'une barrière), qui ferait qu'une fois passé ce tarif, la marchandise, la matière première agricole en question, rentrerait dans le pays à un niveau qui correspondrait au coût de production des paysans les plus marginaux de ce pays. Ce qui est la seule manière d'arrêter la pauvreté et l'exode des paysans, et la seule manière de relever le pouvoir d'achat des populations pauvres.

Quand vous dites que les décisions se prennent à l'OMC, sachez que l'OMC, cela n'existe pas. L'OMC est un groupe de fonctionnaires payés par vous et par moi (pas beaucoup mais un peu), et qui obéissent aux gouvernements qui négocient. Et les pays qui gouvernent l'OMC, avec des proportions et des rapports de force divers, ce sont les mêmes qui gouvernent la FAO, la CNUCED, la Banque mondiale ou le FMI. Ce sont donc les gouvernements qui sont responsables.

Ces gouvernements sont-ils sous la coupe de groupes de pression qui ne sont pas l'OMC (qui n'existe pas mais qui n'est que le résultat des négociations) ? Si dans chacune de ces organisations internationales, l'Europe, la Suisse, la Norvège, le Japon, la Corée, l'Inde, etc., protégeaient leur agriculture – non pas en interdisant les exportations ni les importations, il ne s'agit pas d'interdire ou de faire moins de commerce international – il empêcheraient le prix international, qui est le prix des 15 % les plus compétitifs, de détruire tous les autres. L'exception agricole était, explicitement ou implicitement, la reconnaissance de cela.

Que s'est-il passé en 1975 ? On a cessé de continuer, dans les pays d'Europe, dans tous les pays développés et dans quelques autres aussi, d'appliquer les politiques de plein emploi, d'indexation des salaires sur les gains de productivité, de parité de revenu des agriculteurs, ce qui supposait que partout on avait des prix qui permettaient aux agriculteurs de vivre. Même les Américains régulaient leurs prix payés aux agriculteurs. Tout cela, on savait le faire. Ce qui a permis à ces pays de se développer.

A partir de 1975, dans le reste du monde, dans un certain nombre de pays ex-coloniaux, nouvellement indépendants, ces politiques qui ont si bien profité à tous les pays qui se sont développés (y compris certains pays sous-développés comme la Corée), au lieu de les appliquer au reste du monde, le coup de balancier de l'idéologie économiste néolibérale, opposée au keynésianisme, s'est petit à petit imposé. Peut-être à cause des excès du keynésianisme dans certains pays ?

Je rappelle que les politiques de plein emploi et d'indexation des salaires et de parité agricole n'étaient ni de droite, ni de gauche. Elles furent déci-

dées au lendemain de la guerre par Roosevelt mais aussi par d'autres chefs d'Etats ou hommes politiques, dont Beveridge, l'Anglais, qui était un conservateur. Elles furent ensuite appliquées par des gouvernements de droite comme de gauche, en Europe et aux quatre coins du monde. Quand c'était la droite, elle traînait un peu les pieds pour faire monter les salaires aussi vite que la productivité ; quand c'était la gauche, elle poussait parfois un peu plus loin dans l'autre sens. Parfois aussi, le prix de revient moyen agricole était un petit peu en dessous ou un petit peu au-dessus. Autrement dit, s'il y avait des différences entre la droite et la gauche, dans tous les pays développés la droite et la gauche étaient d'accord avec le keynésianisme.

En 1975, cet accord est rompu. Sans doute parce qu'il y avait des excès dans les politiques keynésiennes. Quand, par exemple, vous investissez exagérément dans le secteur public, ou quand vous distribuez des revenus au-delà des accroissements de productivité dans l'agriculture ou dans l'industrie, vous pouvez créer une inflation. Vous pouvez tomber de l'autre côté du cheval. Et puis, de toute façon, vous mécontentez énormément le capital qui n'a qu'une envie : s'échapper dans les pays où les salaires sont plus bas que dans les pays qui ont mené ces politiques. C'est ce qui s'est passé à partir de 1975. Sans doute devant certains excès de l'intervention de l'Etat, de l'inflation, etc., les capitaux les plus mobiles, les plus internationalisables, les grandes firmes internationales voulaient-ils investir dans les pays à bas salaires, afin de faire remonter leur taux de profit qui commençait à être très sérieusement limité dans les pays développés, à salaire garanti, au plein emploi, etc. Ils ont donc réussi à faire basculer, un, le Japon, deux, les Etats-Unis, pour libéraliser la circulation des capitaux.

Si vous libérez la circulation des capitaux, vous ne pouvez plus faire chez vous de politique de plein emploi et d'indexation des salaires, parce qu'à chaque instant, vous avez la concurrence des produits équivalents aux vôtres, fabriqués dans les pays à bas salaires. Une fois que vous avez libéralisé la circulation des capitaux, vous êtes obligés de libéraliser aussi la circulation des marchandises, parce que vous fabriquez dans des pays à bas salaires les mêmes marchandises que dans les pays développés, alors que vous y produisez quatre ou cinq fois moins de pouvoir d'achat. Si vous ne pouvez pas exporter vos marchandises dans les pays à haut pouvoir d'achat, il ne sert à rien d'exporter vos capitaux en Chine, parce que les Chinois, vu ce qu'ils sont payés, n'avalent jamais tout ce que les capitaux exportés chez eux peuvent fabriquer. Donc : accélération de la libéralisation des marchandises. Mais à cause de cela, très vite, le chômage commence à se développer dans les pays développés, parce que les importations venant des pays à bas salaires commencent à excéder ce que l'on exporte de l'autre côté. On se fait de petites illusions au début, parce qu'il faut exporter des machines-outils des pays développés vers les pays à bas salaires, mais très vite on se retrouve dans cette situation où les créations d'emplois à bas salaires suppriment des emplois dans les pays à hauts salaires résultant des politiques précédentes.

Là-dessus, non content d'avoir fait tout cela, ce qui posait déjà pas mal de problèmes, en Belgique comme en France et comme ailleurs, on décide de libéraliser aussi la circulation des marchandises agricoles. Ce qui n'avait jamais été envisagé jusqu'alors. Pourquoi ? Parce que les capitaux étaient aussi investis (ce qui n'était pas forcément prévu au départ) dans l'agriculture dans les pays de grands domaines à bas salaires. Et produisaient beaucoup plus que ce que leurs tractoristes, tous les paysans sans terre du Brésil, pouvaient avaler. Ils avaient d'autant plus d'excédents qu'ils étaient dans des pays où la pauvreté était maintenue par leur action et leur intervention. Et donc, eux aussi commençaient avec plaisir le libre-échange. Mais là, ils ont porté atteinte aux intérêts américains et on est entré dans l'Uruguay Round et on est arrivé à la situation actuelle.

Pourquoi les gouvernements changeraient-ils leur politique agricole de libéralisation des échanges agricoles internationaux ? Tout simplement parce qu'ils peuvent faire toutes les gouvernances qu'ils veulent dans les finances, toutes les politiques néokeynésiennes, étatistes, dirigistes, qu'ils voudront, s'ils ne règlent pas le problème du libre-échange agricole, ils ne régleront rien et auront la crise sur le dos. Ils ont mis trente ans à la fabriquer pour qu'elle devienne aussi grave qu'elle est, et ils ne régleront pas les problèmes du capitalisme s'ils ne touchent pas au libre-échange agricole. Parce que c'est là que s'enracine la machine à fabriquer la pauvreté et donc à déséquilibrer le système.

Alors, si Obama fait du keynésianisme ou du rooseveltisme mais sans s'occuper de l'agriculture aux quatre coins du monde, il échouera autant que Bush. Il échouera moins en Irak que Bush, mais sur le plan économique, il échouera autant. On ne peut pas régler le problème des bas salaires et de l'excès de capital financier si on ne touche pas au libre-échange agricole. C'est tout ce que j'ai essayé de vous démontrer.

Ce sont les gouvernements qui sont responsables. Les gouvernements obéissent à leurs opinions publiques. Leurs opinions publiques sont radicalement désinformées depuis trente ans sur ces questions. Ils n'y retrouvent ni leur tête ni leur queue. Mais quand même, il y a tous les agriculteurs d'Europe, tous les agriculteurs africains et tous les paysans pauvres d'Amérique latine qui le savent. Cela fait quand même 43 % de la population mondiale.

Alors, il n'y a plus qu'une chose à obtenir, c'est que les gens des villes comprennent que leur avenir dépend aussi de l'avenir des 43 % de paysans. Ce qui est dans l'intérêt des paysans du monde d'aujourd'hui, du Nord comme du Sud, est aussi dans l'intérêt des chômeurs (parce qu'au lieu de doubler le nombre de chômeurs dans les dix ou vingt ans qui viennent, on pourrait peut-être le freiner, puis le faire reculer), et dans l'intérêt des gens qui gagnent trois ou quatre sous aux quatre coins du monde pour fabriquer des marchandises qui ruinent les autres.

Est-ce dans l'intérêt de la bourgeoisie et du capitalisme ? Oui !

Oui, les politiques keynésiennes ont sauvé le capitalisme en 1945. En '45, on venait de se payer deux tiers de siècle où il était clair que le capitalisme fabriquait la crise et la guerre, comme la nuée porte l'orage. Tout le monde savait cela, y compris Roosevelt, de Gaulle, vos gouvernements. Ils savaient cela. Ils savaient qu'il fallait qu'ils arrêtent. Ils ont donc fait des politiques pour sauver le capitalisme. En sauvant le capitalisme, ils ont un peu sauvé les prolos, les paysans, etc. Quand le capitalisme marche, il marche un peu pour tout le monde. L'intérêt du capitalisme et donc l'intérêt de tous les gens qui vivent dans le système, serait de faire une politique qui permette au capitalisme d'être un système vivable, ce qu'il n'est pas pour l'instant, ce qui ne veut pas dire que c'est impossible.

Vous pouvez ne pas aimer la crise ou ne pas aimer les raisons pour lesquelles cette crise se produit et s'aggrave et vous pouvez avoir envie de lutter contre cela, mais vous pouvez avoir aussi envie de changer de système. Dans ma vie, cela m'est arrivé d'avoir envie de changer de système, quand je voyais que vraiment c'était impossible de guérir celui-ci de ses maux. Dans les années '50-60, il y avait un tas de gens qui croyaient qu'on avait un système de rechange. Mais aujourd'hui, qui a un système de rechange à proposer ? Et admettons qu'il y en ait un, où sont les troupes qui vont l'imposer ? Les paysans pauvres qui se battent pour la réforme agraire ? Ils vont se faire tuer. C'est tout.

Est-il possible de gérer le capitalisme pour qu'il soit vivable pour tous ? Je pense que oui. Je pense que c'est cela la vraie raison pour laquelle il y a une toute petite chance. Heureusement, quasi tous les syndicats agricoles européens sont d'accord avec cela, alors qu'ils ne l'étaient pas il y a dix ans. Ils croyaient aux subventions, maintenant ils ont compris qu'on n'aurait ni les prix ni les subventions si l'on continue comme cela. Ils sont devenus un peu plus raisonnables. C'est donc une question de politique, c'est une question de pour qui vous votez et avec quel programme. Vous regardez n'importe quel parti, si dans son programme il n'y a rien sur la question agricole et alimentaire, il ne faut pas voter pour lui. Alors vous allez me dire : « On va voter pour personne ! » C'est ce que me disent les Français. Ce qui est vrai en plus. Tous les partis évitent avec soin de parler de cela. Parce que cela remet effectivement en cause tous les excès du libéralisme.

Je ne sais pas s'il y a des excès de libéralisme au sens où on est dans une économie d'entreprise, et en particulier dans l'agriculture de millions d'entreprises paysannes, et je ne sais pas comment on relie entre elles autrement que par le marché ces millions d'agricultures paysannes. Je suis donc libéral en ce sens que je souhaite que ces millions d'agricultures paysannes vivent et nous fassent vivre. Je ne vois pas d'autre solution que par les prix et par le marché ; pas le prix international des 10 % les plus compétitifs mais le prix de marché équitable pour les paysans belges. Et le prix équitable pour les paysans belges, c'est certainement plus près de 200 euros la tonne de céréales que de 100 ou même moins.

Il ne faut pas subir les prix, il faut s'en servir ; il y a une science du commerce et il y a une science des prix. C'est difficile de le faire comprendre à nos gouvernants, je le reconnais. Mais chaque fois que j'ai été en face d'eux, ils ont toujours été demandeurs et ils ont toujours compris. Ce qui est toujours vrai aussi, c'est qu'ils n'en ont jamais reparlé ensuite dans leurs campagnes électorales. Si vous ne l'exigez pas, ils ne le feront pas. Soyez convaincus qu'il y a une bataille politique fondamentale à mener sur ce terrain-là. Pourquoi croyez-vous que je viens ici, plutôt que d'aller boire de la Moinette ? Parce qu'il y a une bataille politique à mener, qui est une bataille pour une gestion équilibrée du système capitaliste, qui n'abolit pas le commerce international ou le libéralisme. Vous voulez faire une agriculture d'Etat ? Je ne vous le conseille pas. Même vous les Belges qui êtes capables de tout, je ne vous conseille pas du tout de faire une agriculture d'Etat. Même avec des Flamands, cela ne marcherait pas (cela, c'est ce que je n'aurais pas dû dire)...

Q. – Monsieur Mazoyer, un grand merci pour vos observations et vos explications. Je me suis laissé dire que vous avez parcouru notre campagne durant une dizaine ou une quinzaine de jours. Pouvez-vous nous en dire ce que vous en retenir : vos observations, vos critiques et perspectives ?

Vous pensez qu'en huit jours d'enquête on peut dire cela ?

Je veux bien vous dire deux mots sur ce que j'ai vu, mais ce qu'il faut savoir c'est que pour bien connaître une agriculture, ne serait-ce que celle du Hainaut Ouest sur laquelle on a travaillé, il faut avoir fait trois, quatre ou cinq mois d'enquêtes approfondies chez des dizaines d'agriculteurs du coin, sinon ce n'est pas bon. Au point où en sont les choses, nous sommes plutôt à apprendre à faire l'enquête comme il faut, avec des collègues et de jeunes étudiants. Nous n'en sommes pas au stade de dresser un tableau complet et de comprendre ce qui se passe. De toute façon, savoir ce qui se passe et savoir ce qu'il faudrait faire avec les paysans, c'est avec les agriculteurs qu'il faut le faire. Je ne crois absolument pas aux idées qui naissent dans les bureaux, dans l'ignorance de ce qui se passe. Cela n'a pas de sens. C'est pareil en politique et c'est pareil sur le plan local.

Ce que je vois dans votre agriculture, à partir des quelques exploitations que j'ai vues, c'est que vous êtes une région qui, de la polyculture et de l'élevage du début du 20^e siècle, avec ses fourrages, ses animaux de traction, ses animaux laitiers, ses cochons, ses céréales, ses pommes de terre, etc., est passée petit à petit à une exploitation fourrage-céréale pour l'essentiel. Mais il y avait la betterave à sucre qui jouait un rôle de relation entre le secteur de la grande culture et celui de l'élevage. On voit que la spécialisation vers la grande culture, sans élevage, commence à émerger. Cela commence à ressembler à la Picardie ou à la Beauce. L'élevage mixte *Blanc Bleu* cède la place à du *Blanc Bleu viande pure* dans certaines exploitations et à du laitier dans d'autres. Une chose qui aide peut-être les agriculteurs à survivre avec des surfaces un peu insuffisantes pour pleinement employer le matériel notamment, ce sont peut-être les cultures

légumières de plein champ qui ont quand même une grande importance chez vous.

Naissent aussi de petites alternatives. Des agriculteurs jouent la carte de peu ou pas d'intrants, de l'autonomie en fumier, fourrage, etc., avec de très, très faibles dépenses vers l'extérieur, tout en ayant une conduite très intelligente de leur culture, de leur fourrage et de leur élevage. Qui jouent donc peut-être la carte de la transformation/commercialisation directe. Il y en a aussi quelques-uns, très peu, qui ont l'air de faire du bio, ce qui va dans le même sens.

Ce qui est vrai, c'est que si on soumettait cette agriculture aux prix internationaux, sans subvention (ce qui trotte derrière la tête des libre-échangistes les plus forcenés, dont les Anglais qui se nourrissent depuis plus de 150 ans sur le dos des quatre coins du monde ; qui veulent payer les matières premières agricoles le moins cher possible, c'est-à-dire aux prix argentins ou ukrainiens ; et qui ne veulent pas donner de subvention – ils ne veulent pas payer les produits au coût de production mais ils ne veulent pas non plus donner de subvention pour compenser) si c'était cela qui triomphait, c'est-à-dire ce qu'on a vu se prolonger jusqu'à l'extrême, que resterait-il de l'agriculture du Hainaut ?

Les agribios ? Tant que les Argentins ne font pas de l'agribio ! Car ils peuvent en faire aussi. Les produits bios, on peut les fabriquer aussi dans les pays qui commettent les pires excès écologiques et sociaux. On peut le faire en Ukraine et en Pologne, avec des salaires agricoles beaucoup plus bas qu'ici.

Je pense que les trois quarts des agriculteurs actuels du Hainaut disparaîtraient dans les vingt-cinq ans si la ligne générale du libre-échange sans aide, telle que certains la voudraient en 2012, triomphait. Il y aurait peut-être un agriculteur sur dix ou vingt qui survivrait.

On ne peut pas produire des céréales à moins de 100 euros le quintal, même si vous avez les meilleurs rendements du monde et que vous avez 400 hectares par travailleur. Même dans ce cas, le coût de production est supérieur à 100 euros, si on y inclut le coût normal de l'agriculteur. Evidemment, si ce sont des travailleurs ukrainiens qui viennent faire le boulot et que la terre appartient à la banque, peut-être est-ce possible. Si les travailleurs du Hainaut sont des immigrés qui gagnent 5 euros par jour, c'est possible. Mais pas si ce sont des gens qui gagnent la même chose que les salariés belges, si tant est que les salariés belges, si on continuait comme cela, continueraient de gagner ce qu'ils gagnent. C'est un vrai problème. Tout le monde sait cela.

Avec la crise financière qui nous tombe dessus, tous nos chefs d'Etat sont en train de dire qu'ils veulent rompre avec le libéralisme ; ils sont quasiment en train de revenir à l'économie étatisée. Ils sont fous ? Non, c'est du cinéma. Ils n'en croient pas un mot. Si déjà ils géraient correctement le système, ce serait quand même mieux.

Je n'ai rien à vous dire en politique, sauf ce que les politiques ont comme incidences économiques et sociales. Cela, je peux l'analyser. Je ne vais pas faire de choix politique à votre place. De toute façon, je ne sais pas pour qui voter dans un truc pareil. En France, je vais voter pour qui ? Si je cherche quelqu'un qui est convaincu de ce qu'il faut faire pour aller dans le bon sens, je ne le trouve pas sur l'échiquier politique français. Il y en a certains que je préfère à d'autres, mais il n'y en a aucun qui répond à cela. Ils ont des préoccupations urbaines, et c'est très bien, je n'ai rien contre, des préoccupations écologiques, de lutte contre le chômage, etc. Mais je leur dis que si l'on veut éviter le chômage, il faut empêcher ceux qui ont du travail de faire deux chômeurs là où il y en a déjà un.

– Intervention de Jean Frison, leader paysan.

Je voudrais avant tout souhaiter la bonne fête aux agriculteurs, puisque c'est la Saint-Eloi aujourd'hui. Le présentateur l'avait oublié ; c'est bien là le signe que le nombre d'agriculteur diminue : on oublie l'agriculture et les agriculteurs.

Vous avez, Monsieur le professeur, à différentes reprises dans l'observation rapide du Hainaut que vous avez faite, dit ou constaté que l'agriculture évolue, que le nombre d'agriculteurs est en train de très fort diminuer et que s'il n'y a pas de changement important, il ne restera que quelques agriculteurs dans chaque village, mais que ce n'est même pas certain, puisque c'est l'agriculture industrielle qui est en train de se développer. Dans cette agriculture-là, un agriculteur ou plutôt une entreprise (car il ne s'agit plus d'un agriculteur) va exploiter cinq villages.

D'autre part, vous avez également dit à différents moments qu'il fallait absolument maintenir tous les agriculteurs ; qu'il fallait certainement maintenir toutes les terres.

Politiquement je crois que nous sommes tous concernés ici et que nous pouvons, à notre niveau, tous agir.

Je ne sais pas s'il y a beaucoup d'hommes politiques présents dans la salle ; il y a en tout cas le bourgmestre d'Ath et c'est déjà cela. Ce que nous pouvons déjà faire, c'est ceci. Nous constatons aujourd'hui, par exemple, que l'Intercommunale du Hainaut Occidental est en train, dans tous les coins où c'est possible, d'étendre les zonings industriels sans se demander s'il n'y a pas des terres moins intéressantes qu'on pourrait utiliser à cela. C'est là une chose importante que l'on pourrait faire : intervenir auprès des hommes politiques de notre région pour leur rappeler qu'on aura besoin demain de l'agriculture et que l'agriculture est l'élément essentiel qui va nous permettre de maintenir une économie en place. Il faut donc maintenir la terre agricole et un maximum d'agriculteurs.

Vous avez parlé d'impôt foncier, notamment dans les Ardennes. Je crois qu'il serait important que dans une région comme le Hainaut Occidental, où l'agriculture joue encore un rôle mais où il est excessivement important et urgent d'intervenir, il serait important que des zones agricoles privilégiées puissent être gardées. Je crois que là aussi l'Intercommunale de développement pourrait se préoccuper, non pas de créer uniquement des zonings industriels mais du développement de l'agriculture.

Vous avez également fait allusion, Monsieur Mazoyer, à l'agriculture paysanne et à l'agriculture bio. Il est capital que ce type d'agriculture soit maintenu et se développe : c'est la seule qui va pouvoir maintenir l'agriculture en vie.

Merci.

Je suis totalement d'accord et c'est moi qui vous remercie. Et merci à tout le monde, pour votre patience et pour votre intérêt.

D. Bibliographie

● ***Histoire des agricultures du monde – Du néolithique à la crise contemporaine*, Marcel Mazoyer, Laurence Roudart, Editions du Seuil, avril 2002, 718 pages, € 11.**

Voici un livre savant, une véritable somme à la fois agronomique, scientifique et technique, historique, géographique, philosophique, (géo)politique, écologique, économique, sociale, culturelle et juridique, à propos de ce qui constitue l'activité mondiale humaine de base : l'agriculture et son évolution, qui nourrit, suffisamment ou insuffisamment, suivant les latitudes ou les époques, le genre humain. Un livre où tout est disséqué et analysé de manière impressionnante : les moments, lieux, techniques, évolutions et performances des différents modes et systèmes d'élevage et d'agriculture que connut et connaît le monde.

Livre savant d'abord, tant sont abordés avec une connaissance et une intelligence rares tous les aspects souvent complexes de l'évolution de cette activité première et essentielle à l'homme : la production de sa nourriture. Agronomique, scientifique et technique ensuite ; et l'on sent combien les auteurs sont experts en la matière qu'ils traitent, maniant les mots, les noms des choses et des gestes, ainsi que les concepts et manières de faire, avec une précision impressionnante. Historique, géographique, politique et juridique encore ; c'est de l'agriculture naissante, celle apparue il y a 10.000 ans, au néolithique, en quelques endroits du monde seulement, pour se répandre de manière bien inégale et selon des règles et des pratiques différentes dans toutes les parties du monde ensuite, que traite l'ouvrage. Philosophique, économique, social et culturel enfin ; parce que le livre est écrit par des intellectuels qui sont de véritables humanistes, généreux et intelligents, et qui ne sont ni sourds ni insensibles à la condition des paysans mais aussi de tous les humains, dont certains vivent dans des conditions tout à fait inhumaines.

« *Toute activité, qu'elle soit agricole ou non, et toute oisiveté ne peuvent exister dans une société qu'à la condition première d'être alimentées par les produits de la terre.* » C'est sur base de cet aphorisme que Marcel Mazoyer et Laurence Roudart nous racontent une histoire passionnante, peu connue du commun des mortels, celle des évolutions de la production

agricole mondiale depuis la haute Antiquité jusqu'aujourd'hui, avec ses avancées, ses crises et ses inégalités.

« En retraçant la prodigieuse épopée qui va des premières domestications de plantes et d'animaux aux agricultures différenciées d'aujourd'hui, ce livre montre que la crise actuelle de l'économie mondiale s'enracine dans la mise en concurrence inconsidérée des héritages agraires des différentes régions du monde. Les auteurs proposent une stratégie mondiale capable de développer l'économie paysanne pauvre et de relancer l'économie. »